REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité
Collectivité Territoriale de Guyane
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE L'OUEST GUYANAIS
(CCOG)

**DELIBERATION N° 2019-01/CCOG-DGAS-FI**
**relative au Débat d'Orientation Budgétaire 2019**

**L'An Deux Mille dix-neuf le vendredi premier mars, à quinze heures**, le conseil communautaire de la CCOG s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie de Saint-Laurent du Maroni, après convocation légale, sous la présidence de Madame CHARLES Sophie, Présidente.

**Conseillers en exercice = 31**

| | |
|---|---|
| Présents | 18 |
| Absents | 13 |
| Procurations | 00 |
| Votants | 18 |

**PRÉSENTS** :

**Mme CHARLES** Sophie, Présidente - **M. FEREIRA** Jean-Paul, 1er Vice-Président - **M. MARTIN** Paul, 4ème Vice-Président - **M. DEIE** Jules, 5ème Vice-Président - **M. ANELLI** Serge, 6ème Vice-Président - **M. GONTRAND** Jean, 9ème Vice-Président - **Mme ABIENSO** Marie-Thérèse, Conseillère - **Mme AFOEDINI** Linda, Conseillère - **Mme FJEKE** Bénédicte, Conseillère - **Mme BOURGUIGNON** Arlène, 8ème Vice-Présidente - **M. BENTH** Albéric, Conseiller - **Mme BARDURY** Agnès, Conseillère **Mme LO-A-TJON** Josette, Conseillère - **M. NESMON** Jean, Conseiller - **M. PESNA** Bendy, Conseiller - **M. SELLIER** Bernard, Conseiller - **M. VERDAN** Michel, Conseiller - **Mme VELAYOUDON** Yvonne, Conseillère.

**ABSENTS EXCUSES** :
**M. DOLIANKI** Paul, 3ème Vice-Président - **Mme AGESILAS** Sylviana, Conseillère - **M. JACOBIE** Micky, Conseiller - **Mme SAÏTI** Diana, Conseillère.

**ABSENTS NON EXCUSES** :
**M. BRIEU** Bernard, 2ème Vice-Président - **Mme CHARLES** Marie-Hélène, 7ème Vice-Présidente - **Mme AMAÏDOU** Suzanne, Conseillère – **Mme AYENYEN** Marie-Antoinette - **M. EDWIN** Moïse, Conseiller - **M. CHAUMET** Chris, Conseiller - **M. VERDA Joseph**, Conseiller - **M. PATIENT Georges**, Conseiller - **M. YA Tchoua**, Conseiller.

La convocation des membres du Conseil communautaire a été faite le 19 février 2019.

**Publiée le** : 18 MARS 2019

PREFECTURE DE GUYANE
Greffe BCL
15 MARS 2019

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance. Il est ensuite procédé et conformément à l'article L 2121-15 du **C**ode **G**énéral des **C**ollectivités **T**erritoriales à l'élection d'un secrétaire, parmi les membres du conseil, **Monsieur DEIE Jules, 5ème Vice-président**, est désigné pour remplir ces fonctions, qu'il accepte.

**DELIBERATION N° 2019-01/CCOG-DGAS-FI**
**relative au Débat d'Orientation Budgétaire 2019**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (**CGCT**), notamment ses articles L 2312-1, L 2313-1 et 5211-26 ;
**VU** la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'Administration Territoriale de la République (**ATR**) ;
**VU** la loi n°2017-1837 de Finances 2018 ;
**VU** la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ;
**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (**NOTRe**) ;
**VU** le décret n°2016-841 du 24 juin 2016, relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire (**ROB**) ;
**VU** le rapport d'orientation budgétaire 2019 transmis aux membres du conseil communautaire ;
**VU** la désignation de Madame Sophie Charles, Présidente déléguée aux Finances, en qualité de rapporteur,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, notamment sur la base du rapport, de se prononcer sur les orientations budgétaires 2019 ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Après** avoir été invité à débattre sur les orientations budgétaires 2019 ;

**Après** échanges ;

**DECIDE** à l'unanimité de prendre acte de la tenue de ce débat ;

**AUTORISE** la présidente à satisfaire aux obligations afférentes.

Fait à Mana, le 1er mars 2019
Pour extrait conforme.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST GUYANAIS

**Pour la Présidente empêchée,**
**Le 1er Vice-Président**

**Jean-Paul FEREIRA**

PREFECTURE DE GUYANE
Greffe BCL
15 MARS 2019

PREFECTURE DE GUYANE
Greffe BCL
15 MARS 2019

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST GUYANAIS

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1er MARS 2019

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST GUYANAIS.

## PREAMBULE

Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel, leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions.

**Le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue la première étape de ce cycle.**

L'article L 23 12 – 1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que, dans les communautés de communes de plus de 3500 habitants, un débat sur les orientations budgétaires ait lieu en conseil communautaire dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif.

Une délibération sur le budget non précédé de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entraîner l'annulation du budget.

**Rappelons que la discussion sur les orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération (sans vote) afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.**

**L'article 107 4° de la loi n° 2015 – 991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République** (NOTRe) est venu modifier l'article L. 2312 – 1 du CGCT pour préciser **un contenu obligatoire du rapport du débat d'orientation budgétaire (DOB) :**

« Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, **un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette**. Ce rapport donne lieu à débat en conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L 21 21 – 8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

« Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, **en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, de la rémunération, les avantages en nature et du temps de travail**. Il est transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixées par décret.

**Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3500 habitants et plus** »

Le Débat d'Orientation Budgétaire est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités.

Ce débat doit permettre de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur la situation financière de celle-ci le tout afin d'éclairer le choix des élus lors du vote du budget primitif.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 de la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais s'articule autour de trois axes :

- **La situation économique et financière mondiale et française ;**
- **L'évolution de la situation financière de la CCOG de 2014 à 2018 ;**
- **Les orientations du budget 2019 avec notamment un focus sur la soutenabilité budgétaire, financière de l'exercice de la compétence collecte et traitement des déchets**.

## I. LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET NATIONALE

Issus du Rapport Economique, Social et Financier (RESF) 2019, les éléments financiers qui vous sont présentés ci-dessous visent à reprendre les principales hypothèses qui ont permis de bâtir la Loi de Finances 2019.

### A/ Le contexte économique international (hors zone euro)

Selon le RESF 2019, la croissance économique mondiale devrait s'établir à +3.8% en 2019 soit un niveau équivalent à celui observé en 2018.

Hors zone euro, cette croissance sera portée comme l'année dernière par le dynamisme de l'activité économique américaine (+ 2.6% en 2019 après +2.8% en 2018). Bénéficiant en 2018 des effets du stimulus budgétaire et de la hausse du prix du pétrole, cette dernière perdrait néanmoins légèrement de sa vigueur en 2019 en raison des tensions commerciales avec la Chine et du durcissement de la politique monétaire de la FED.

Au Japon, l'activité économique continuerait à rester faible en 2019 (+1.1% en 2019 après +1% en 2018). Entamé en 2018, ce ralentissement de l'économie nippone s'explique, d'une part, par la baisse du niveau des exportations à destination de l'Asie et d'autre part par la baisse de l'investissement résidentiel.

Concernant le Royaume Uni, l'activité économique devrait continuer à être pénalisée par les incertitudes entourant le Brexit. Pour ce pays, le FMI anticipe une croissance de +1.3% en 2019 (identique à celle observée en 2018).

Pour les principales économies émergentes (Chine, Inde, Russie et Turquie) les perspectives de croissance sont contrastées. Devant s'établir en 2019 à +5.0% (contre +4.9% en 2018), l'activité économique des pays émergents serait toujours portée par la Chine (+6.3%) et l'Inde puis à une moindre mesure par la Russie et le Brésil. Elle serait en revanche pénalisée par les incertitudes entourant l'économie turque.

Plus encore que les années précédentes, les perspectives économiques présentées ci- dessus seront soumises à d'importants aléas dont les évolutions peuvent constituer un renfort ou un frein à la croissance mondiale. Outre les traditionnels impacts du prix du pétrole et/ou des taux de change, ces aléas porteront sur les tensions commerciales dues aux dispositions protectionnistes américaines, à l'ampleur des effets du Brexit ou bien encore aux incertitudes liées à la politique économique du nouveau gouvernement italien.

## B/ Le contexte économique de la zone euro

S'élevant à +2.1% en 2019 (dont +2.0% en Allemagne, +1.1% en Italie et +2.6% en Espagne), la croissance économique de la zone euro devrait être identique à celle prévue en 2018.

Pour l'année 2019, le taux de croissance des économies européennes pourrait être directement ou indirectement impactée par :

- La politique monétaire de la BCE ;
- Une accélération de la demande mondiale (cette dernière favoriserait les exportations) ;
- Le niveau de demande intérieure des entreprises et des ménages ;
- Le dynamisme de l'emploi dans la plupart des pays de la zone euro;
- Une reprise de l'inflation ;
- Les effets du Brexit ;
- Les effets de la crise catalane ;
- Les effets de la politique économique adoptée par le nouveau gouvernement italien.

### ➢ L'inflation

Après +1.8% en 2018, le niveau de l'inflation constatée en zone euro devrait s'établir en 2019 à +1.4%.

Ce redémarrage de l'inflation débuté en 2018 s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie et des nouvelles mesures de santé publique sur le tabac.

### ➢ Les investissements productifs

Quoi qu'en ralentissement, l'investissement des entreprises resterait dynamique en 2019 (+3.0% en 2019 après +4.6% en 2018). En effet, bien que la demande adressée aux entreprises croisse au même rythme qu'en 2018, l'investissement de ces dernières décélèrerait en raison de la remontée des taux d'intérêts.

- **Les taux d'intérêts directeurs et les marges bancaires**

Afin de juguler une inflation trop faible sur la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de porter en septembre 2014 son principal taux d'intérêt directeur à son niveau le plus bas possible (0.05%) et de mettre en place en 2016 un programme de rachat à grande échelle des dettes publiques et privées.

Dans un contexte inflationniste à moyen terme, la BCE a décidé en septembre 2018 de maintenir au moins jusqu'à l'été 2019 le niveau des taux d'intérêt directeur observés jusqu'à présent (0.05%) mais de stopper à l'horizon de décembre 2018 le programme d'achat des dettes publiques et privées.

**Au regard de ces deux décisions, les collectivités territoriales devraient être soumises à une légère hausse des taux d'intérêts en 2019.**

**Elles continueront néanmoins de bénéficier de conditions financières extrêmement favorables tant sur les emprunts à taux fixe (pour information en novembre 2018, il s'établissait à 1.64% sur 20 ans) que sur les emprunts à taux variable (pour mémoire en novembre 2018, l'Euribor 12 mois était de - 0.148 % avec des marges bancaires extrêmement faibles).**

## C / Le contexte économique de la France.

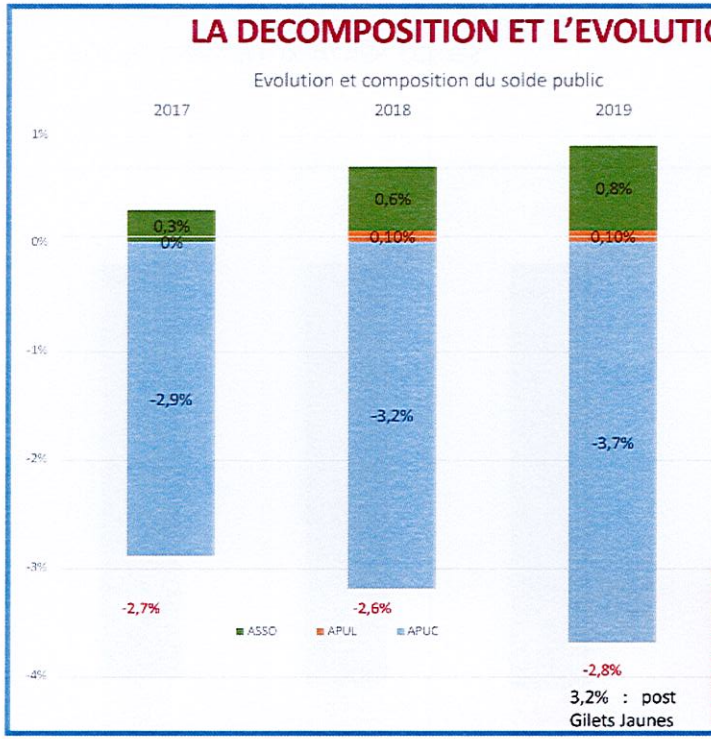
- Le Produit Intérieur Brut de la France

D'après le rapport économique, social et financier, le taux de croissance 2019 de la France devrait s'établir comme en 2018 à +1.7%. Cette prévision de croissance serait tirée vers le haut par la demande mondiale, l'investissement des entreprises et la consommation des ménages.

- Trois graphiques résument la situation financière de la France

  - L'évolution du déficit public

## LA DECOMPOSITION ET L'EVOLUTION DU DEFICIT



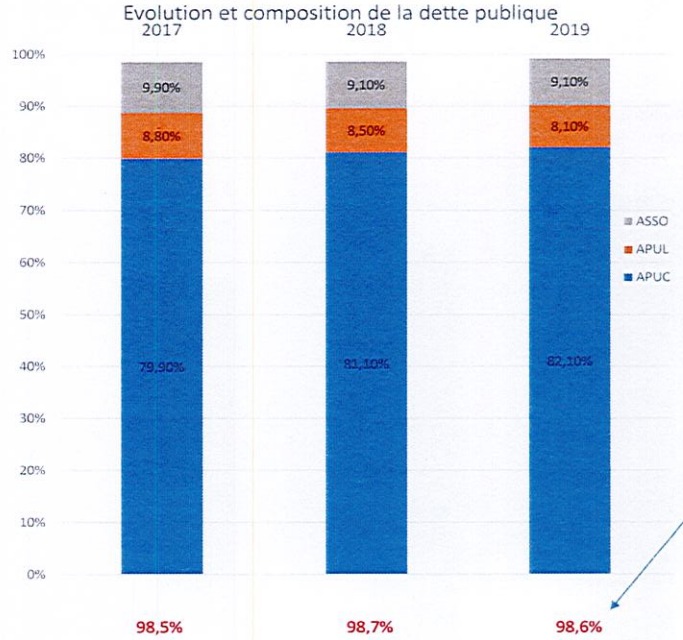

3,2% : post Gilets Jaunes

- Le déficit public est passé comme cela avait été prévu sous le seuil des 3% dès 2017 (-2,7%). Il passerait à 2,6% en 2018 pour remonter à 2,8% en 2019.
- La dégradation de 2019 s'explique par une augmentation des dépenses de l'Etat plus rapide que les prélèvements obligatoires liée à la double prise en charge du CICE (dernière année de remboursement + première année d'allègement de charges).
- La trajectoire est conforme à la loi de programmation des finances publiques qui prévoit une amélioration progressive des soldes positifs des collectivités locales (APUL) et surtout à court terme de la Sécurité sociale (ASSO).v

| DEFICIT PUBLIC EN VALEUR | | | |
|---|---|---|---|
| En Mds€ | 2017 | 2018 | 2019 |
| APUC | - 67,90 | - 81,30 | - 98,70 (- 107) |
| APUL | 0,80 | 1,50 | 3,10 |
| ASSO | 5,00 | 13,80 | 20,20 |
| Solde avant r | - 62,10 | - 66,00 | - 75,40 ( -83,7) |

- La trajectoire du déficit de la dette

## LA DECOMPOSITION ET L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

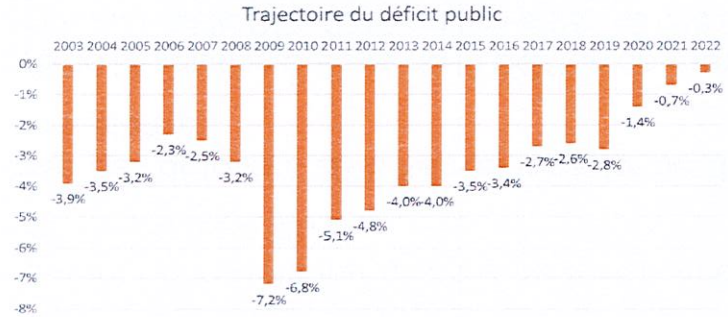


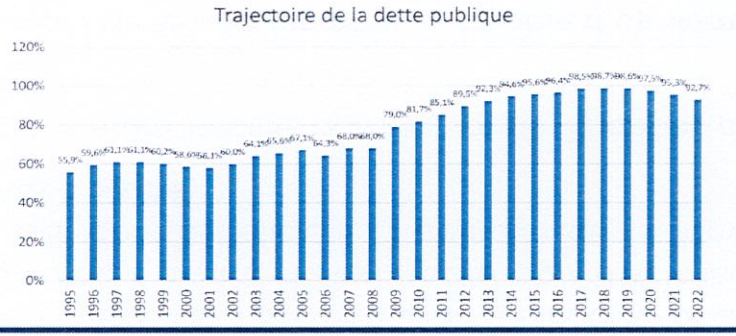

- La dette de l'Etat poursuit sa croissance.
- Cette évolution est compensée par la réduction de la dette des collectivités locales et de la Sécurité Sociale

2386 Mds €
(2394,4)

- Vue d'ensemble des deux trajectoires

## LA TRAJECTOIRE DE REDUCTION DU DEFICIT ET DE LA DETTE




- La poursuite de la trajectoire de réduction du déficit est ambitieuse avec l'atteinte d'un solde quasi-nul en 2022.
- Cela implique une décrue de 2,5 points en 3 ans avec une étape complexe à négocier constituée par l'exercice 2019 (-1,4 points). En effet, seule une part minoritaire de cette baisse pourra être alimentée par la baisse de la charge du CICE. Le reste dépendra notamment de la capacité de l'Etat à réaliser des économies de fonctionnement.
- L'autre composante de la réduction du déficit à compter de 2019 est constituée par les collectivités locales qui seront appelée à dégager un solde positif de 0,7 % en 2022 au lieu de 0,1% en 2019, via une réduction de leurs dépenses en volume.
- La dette continue sa progression en 2019 et est appelée à régresser à compter de 2020 sous l'effet du désendettement de la Sécurité sociale et des collectivités locales.

## B/ LA LOI DE FINANCES 2019 : DECRYPTAGE DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Contrairement à la loi de finances initiale précédente, celle de 2019 contient peu de changement de grande ampleur pour le bloc communal, à l'exception de la réforme de la dotation d'intercommunalité pour les EPCI qui selon les objectifs initiaux devraient mettre fin aux incohérences passées.

## 1/ Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

Le montant en 2019 des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales s'élèvera à 45 175 360 000 euros, soit 228 millions d'euros de plus qu'en 2018 (article 82). **Cette somme sert à assurer le financement notamment de la DGF (26,948 milliards d'euros) et du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).**

En conséquence de la reprise de l'investissement public local constaté depuis 2017, ce dernier croit de 36,8 millions d'euros pour atteindre 5,648 milliards d'euros.

De leur côté, les compensations d'exonération de fiscalité locale (2,3 milliards d'euros) progressent de près de 231 millions d'euros. L'augmentation résulte pour 100 millions d'euros des pertes de recettes liées à l'exonération de CFE dont bénéficient, à compter du 1er janvier 2019, les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieures à 5000 €

. Le coût de cette mesure inscrite dans la Loi de Finances pour 2018 n'est donc pas à la charge des collectivités territoriales.

- **Dotation globale de fonctionnement et variable d'ajustement.**
  - Mesures relatives DGF (en réforme de la dotation d'intercommunalité).

Article 77 fixe le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 2019 s'élève à 26,9 milliards d'euros globalement identiques à 2018.

En raison de la baisse des dotations 2018 l'enveloppe totale de la DGF est globalement stabilisée pour la deuxième année consécutive.

Toutefois, si l'on regarde l'évolution précise de la DGF on constate en réalité une baisse de 12 millions d'euros ; en effet le montant exact de la DGF 2019 est fixé à 26 948 048 000 €, contre 26 960 322 000€ en 2018.

Cette diminution s'explique essentiellement par :

- Des mesures de périmètre relatives à la DGF des départements à hauteur de 6 M€, la DGF de certains départements est diminuée en contrepartie de la recentralisation de certaines compétences ;

- Une baisse de 5M€ de la DGF du bloc communal afin de financer la création d'une nouvelle dotation destinée aux communes « Natura 2000 ».

Si les mesures de périmètre concernant le Département sont neutres pour ces derniers et n'ont pas d'impact sur la DGF du bloc communal. En revanche la diminution de 5 millions d'euros pour le financement de la « dotation Natura 2000 » aura un impact réel sur la DGF du bloc communal ; même si cet impact sera individuellement très faible cela contrevient, sur le plan des principes, aux annonces de stabilisation de l'enveloppe globale de la DGF.

L'enveloppe totale de la DGF se répartit comme suit : –

- 18,3 milliards pour les communes et les EPCI,
- 8, 6 milliards pour les Départements.

**Attention : de la même manière qu'en 2018, la stabilisation de la DGF ne concerne que le montant global de l'enveloppe, mais pas les montants individuels de DGF. Cette stabilisation ne signifie pas que chaque commune et EPCI recevra le même montant de DGF qu'en 2018.**

**En effet les montants individuels de DGF attribuées en 2019 pourront être en hausse ou en baisse selon chaque commune et EPCI du fait de l'évolution de sa situation au regard des critères de calcul (évolution de la population, du potentiel financier, etc.)** Mais également du fait des règles de calcul appliqués pour répartir la DGF (à titre d'exemple, les écrêtements destinés à la péréquation peuvent impacter à la baisse la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI concernés).

En règle générale, les évolutions devraient être toutefois moins marquées que celle constatée en 2018.

- **Gestion du FCTVA.**
  L'entrée en vigueur de la réforme de l'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est reportée au 1er janvier 2020.

2.2 Soutien à l'investissement local.

- Dotation politique de la ville.
  L'article 259 apporte des ajustements aux critères d'éligibilité à la dotation Politique de la Ville (DPV), afin d'empêcher que les collectivités ne perdent l'éligibilité à la dotation par le simple fait de l'évolution annuelle de leur population.

- DETR/ Dotation de Soutien à l'Investissement local (D.S.I.L).
  L'article 250 procède à des ajustements concernant la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR). Ainsi, il rend obligatoire la publication des subventions attribuées au titre de la dotation, comme c'est déjà le cas pour celle qui relève de la Dotation de Soutien à l'Investissement local (DSIL).
  **En outre, l'article permet de subventionner, par le biais de la DTER, des projets qui s'inscrivent dans une démarche contractuelle entre une commune ou un groupement à fiscalité propre et l'État, comme les contrats de ruralité**.

- Critères d'éligibilité à la DETR.
  Un critère de densité de population est rajouté aux critères déjà existants (population inférieure à 75 000 habitants et ne comprenons pas une commune de plus de 20 000 habitants) permettant aux EPCI à fiscalité propre de bénéficier de la DETR (article 260).

...2.3 Dispositions diverses finances locales

- Réalisation de certaines missions de la DGFIP.
  Sous certaines conditions, l'article 201 autorise l'Etat à transférer à des prestataires extérieurs des opérations d'encaissement et de décaissement en espèces et par carte bancaire notamment au titre des recettes et dépenses des collectivités territoriales. La réforme entrera en vigueur à une date fixée par décret au plus tard le 1er juillet 2020.

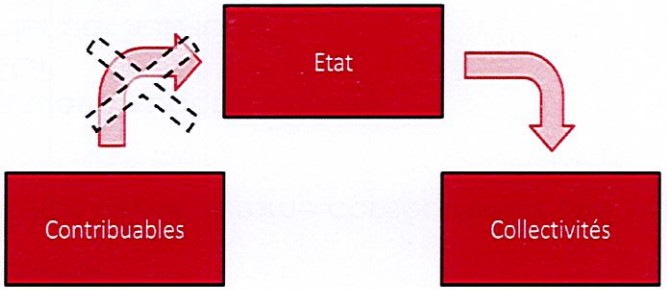
- **Expérimentation du compte financier unique**. Une expérimentation ayant pour but de mettre en place d'un compte financier unique voit le jour. Les collectivités territoriales et intercommunalités intéressées peuvent déposer leur candidature auprès du ministre en charge collectivités territoriale et des milices en charge des comptes publics et ce jusqu'à la fin du premier semestre 2019.

2 .4 Mesures fiscales.

- La taxe d'habitation : Evolution du dispositif et incertitudes sur la réforme de la fiscalité locale.

## LES GRANDS PRINCIPES DU DISPOSITIF

- Un nouveau dégrèvement a été mis en place à compter du 1er janvier 2018.
- Il vise à dégrever à l'horizon 2020 environ 100% (initialement 80%) des contribuables soumis à la taxe d'habitation au titre de leur résidence principale.
- L'Etat se substituera temporairement aux contribuables dans le paiement de la taxe d'habitation aux collectivités :




- La prise en charge de l'Etat correspondra à une réduction de la cotisation des contribuables de 30% en 2018, puis 65% en 2019 et 100% à compter de 2020

## 2 / La péréquation horizontale.

**Sont ici détaillées les mesures de la loi de finances concernant le fond de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).**

- Une enveloppe globale toujours maintenues à1Md€.

Cette enveloppe est identique à celle prévue par la loi de finances initiale de 2018.

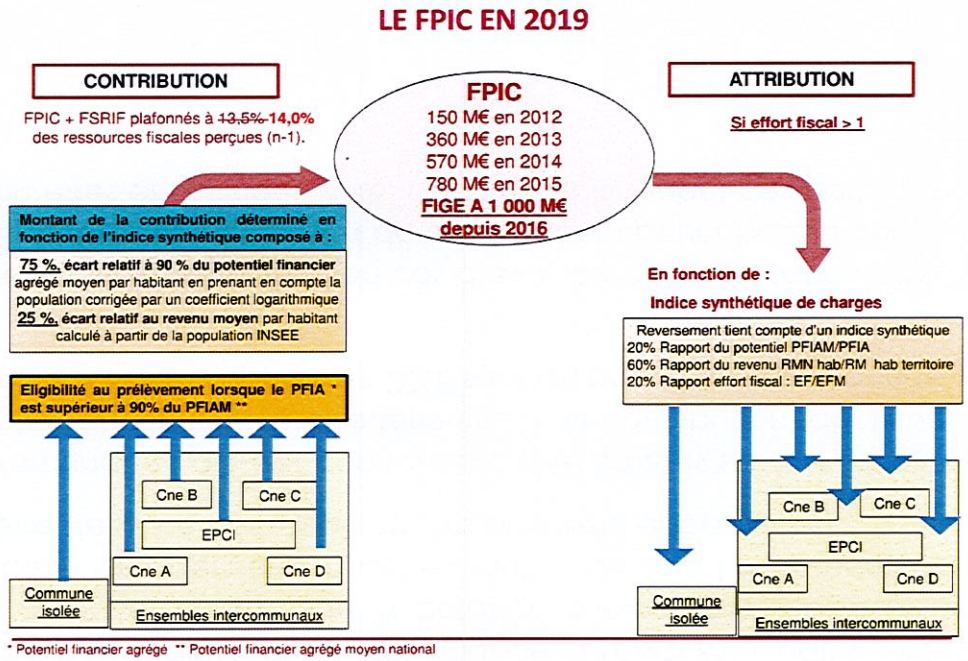
Cependant le maintien de cette enveloppe ne signifie pas pour autant une absence de changement du montant perçu par le bloc communal localement.

Ainsi, voici la liste des modifications qui pourraient avoir comme conséquence une variation de montant de FPIC prélevé ou versé pour votre entité :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF)
- Toute modification de la population DGF.
- Toute modification du potentiel financier par habitant.

- Un relèvement du seuil de plafonnement des prélèvements des Ensembles Intercommunaux (EI).

L'article 253 de la loi de finances pour 2019 relève le seuil de plafonnement du prélèvement. Il passe de 13 % à 14 % des recettes fiscales agrégées de l'ensemble intercommunale (ressources fiscales, FNGIR, DCRTP et composantes **de la DGF).**




## 3/ Les dispositions relatives à la dotation d'intercommunalité.

1. Réforme de la dotation d'intercommunalité

Montant global de l'enveloppe (en 2019)

À compter de 2019, le montant total de la dotation d'intercommunalité réparti chaque année est égal au montant total perçu par les Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre l'année précédente, augmenté de 30 millions d'euros.

Cette augmentation annuelle est financée par les minorations de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation des EPCI.

La loi prévoit en 2019 une majoration de la dotation d'intercommunalité qui consiste en une réalimentation de 5 € par habitant pour les EPCI dont la dotation était en-dessous de ce montant. Cette majoration est financée par les mêmes minorations (elle s'ajoute au montant de 30 millions annuels).

Une autre disposition particulière pour 2019 : la dotation d'intercommunalité est augmentée d'un montant complémentaire de 7 millions d'euros (ce montant est destiné à financer les diverses garanties particulières de la dotation d'intercommunalité).

Les enveloppes propres à chaque catégorie d'intercommunalité sont supprimées, ce qui implique une suppression des régimes particuliers, comme la DGF bonifiée des communautés de communes à FPU ou la majoration des communautés de communes à FA.

Enfin, les contributions pour le redressement des finances publiques – habituellement calculées chaque année – sont intégrées dans l'enveloppe de la dotation d'intercommunalité et ne seront plus calculées chaque année en fonction des dernières recettes réelles de fonctionnement connues et d'éventuelles modifications de périmètre (tels que ces retraitements existaient auparavant).

Cependant, les intercommunalités qui ont connu des prélèvements sur leur fiscalité en 2018 (ce qui arrive quand leur dotation d'intercommunalité était inférieure à leur contribution) continueront de le subir. En effet, à compter de 2019, les prélèvements opérés en 2018 sont reconduits chaque année.

Afin de déterminer le prélèvement d'un EPCI en cas d'évolution de périmètre entre 2018 et 2019, il est prévu un retraitement qui consiste à proratiser la part de prélèvement pour chaque commune en fonction de leur population selon les périmètres et données 2018, puis en additionnant ces parts selon le nouveau périmètre 2019.

## SYNTHESE DE LA REFORME : CE QU'IL FAUT RETENIR

Modalités techniques concernant la réforme de la dotation d'intercommunalité en 2019

# L'ABANDON DE LA REFORME GLOBALE DE LA DGF AU PROFIT D'UNE REFONTE DE LA SEULE DOTATION D'INTERCOMMUNALITE

- L'article 150 de la loi de finances pour 2016 prévoyait une refonte de l'ensemble des modalités de répartition de la DGF pour les communes et intercommunalités.

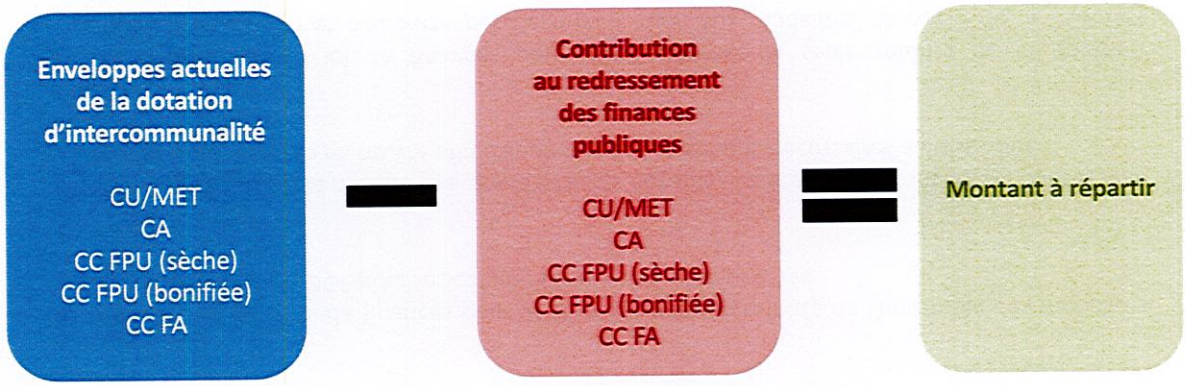
- Néanmoins, suite à la mise en exergue d'impacts négatifs, il a été décidé dans un premier temps de repousser sa mise en œuvre afin d'apporter les corrections nécessaires au dispositif.

- L'article 250 de la loi de finances pour 2019 envisage la seule refonte de la dotation d'intercommunalité et n'apporte pas de modification aux modalités de calcul de la DGF des communes.

# LA MISE EN PLACE D'UNE ENVELOPPE UNIQUE

- Le dispositif de répartition de la dotation d'intercommunalité est totalement bouleversé. Il substitue une seule enveloppe à la pluralité d'enveloppes telle qu'elles prévalaient jusqu'alors.

- Par ailleurs, la CRFP qui était clairement identifiée et venait jusqu'alors en déduction de la dotation allouée à chaque EPCI est désormais définitivement déduite et fondue dans la dotation d'intercommunalité.




- L'enveloppe à répartir fait l'objet d'un abondement de 30 M€ (+ 7M€ complémentaires pour les EPCI issus de transformation) qui sera financé au sein de la DGF via la dotation de compensation des EPCI et la dotation forfaitaire des communes

# IMPACT DE L'ENVELOPPE UNIQUE

- La suppression des catégories pour la répartition de la dotation d'intercommunalité avec toutefois la poursuite de la prise en compte des catégories pour mesurer l'écart de potentiel fiscal par habitant (cf infra).

- La mise en place de valeurs de point unique.

- La bonification des CC à FPU disparaît.

## C/ RAPPELS SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

Le budget communautaire se compose :

- ✓ D'une section de fonctionnement

  Elle comprend des dépenses courantes n'affectant pas le patrimoine intercommunal : les frais de personnel, les frais de gestion (carburant, fournitures, entretien courant, assurance…), les frais financiers (notamment intérêts des emprunts, ligne de trésorerie), les autres charges de gestion courante (subventions aux associations, aux budgets annexes), les dotations aux amortissements et les provisions.

  En recettes, cette section comprend les recettes fiscales, l'attribution de compensation de la TP (versement par les communes), la dotation globale de fonctionnement et les autres dotations versées par l'État, les impôts indirects, les produits et services et les autres produits.

  Le solde des mouvements réels et récurrents de la section de fonctionnement est appelé l'épargne brute.

  Cette épargne doit servir à rembourser le capital de la dette en priorité.

  **Le solde disponible, appelé par épargne nette, sera utilisé pour financer les investissements, c'est l'autofinancement**.

- ✓ D'une section d'investissement.

Elle retrace toutes les opérations affectant le patrimoine de la communauté de communes et son financement.

Ainsi, lorsqu'une collectivité locale souhaite réaliser des dépenses d'investissements nouvelles (construction d'un nouvel équipement, réfection de la voirie, aménagement d'espaces verts, achat de terrain, ou acquisition du véhicule, matériels…), elle peut les financer :

- En obtenant des subventions d'équipement (Etat, CTG…) qui couvriront pour partie ces dépenses.

- Avec le remboursement du FCTVA.

- En recourant à l'emprunt, mais ceci augmente l'endettement et les frais financiers.

- En ayant recours à l'autofinancement, donc en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement.

L'autre moyen d'augmenter l'autofinancement consiste à augmenter les recettes de fonctionnement (augmentation des impôts et/ou augmentation des produits perçus sur les usagers).

Tout accroissement des dépenses de fonctionnement limite la possibilité de financer les dépenses d'investissement, qui ne peuvent alors être financées que par des ressources externes.

## II / LA SITUATION FINANCIERE DE LA CCOG DE 2014 A 2018 – LE CAS DU BUDGET PRINCIPAL

### A/ LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### 1/ Les dépenses de fonctionnement

L'analyse rétrospective des dépenses entre 2014-2018 dénote :

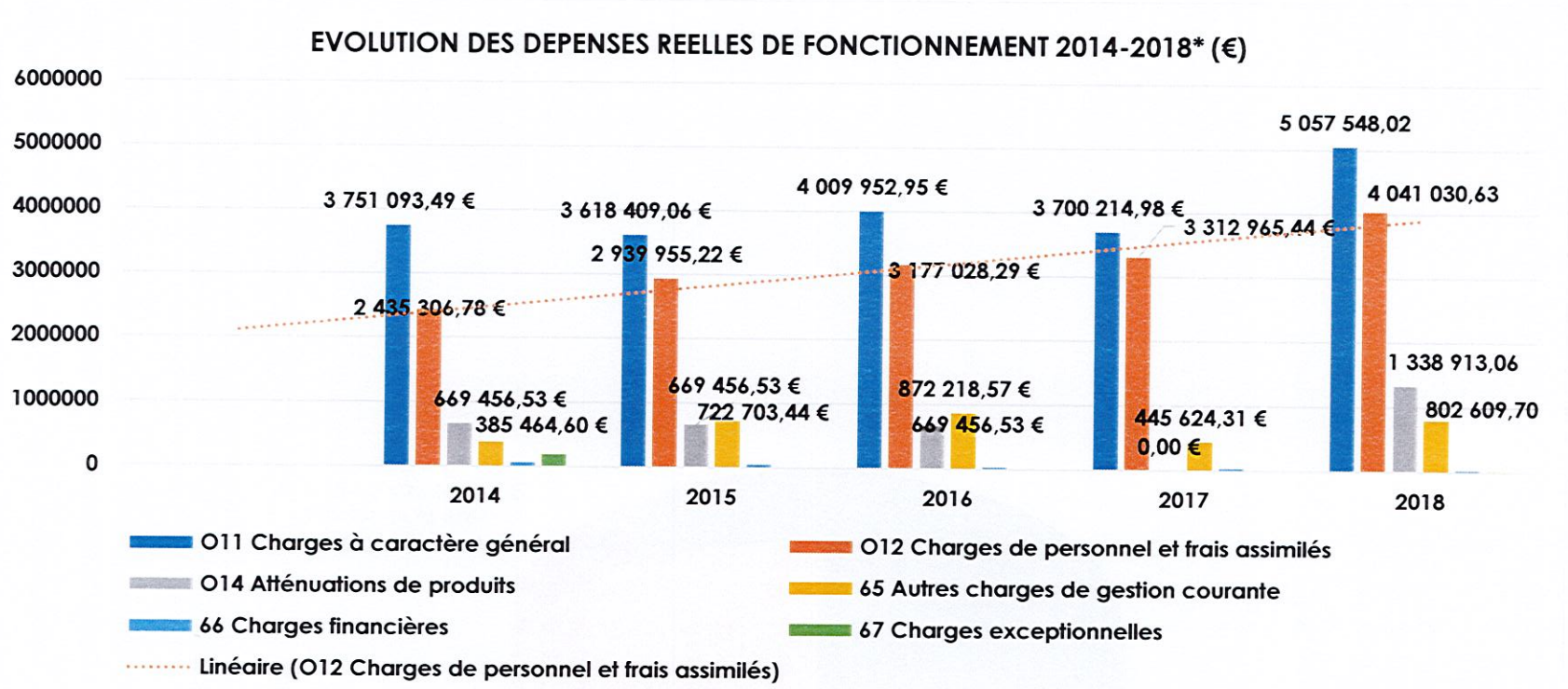
- Une **progression presque régulière, stable des charges à caractère général** sur la période : **3,7 millions en 2014 et 3,7 millions en 2017** avec toutefois un **pic en 2016 - plus de 4 millions** ; et en **2018 plus de 5 millions €.**
- Contrairement **aux charges du personnel et frais assimilés qui marquent une augmentation constante sur la période** : entre 2014 et 2017 ces charges **augmentent d'environ 900 000 €** - 2014 = 2,4 millions ; 2017 3,3 millions**. En 2018, ces charges s'élèvent à plus de 4 millions**.
- Les charges financières – les intérêts de la dette – dont la progression est plutôt dégressive sur la période : elles passent de 72 000 € en 2014, à 43 000 € à compter de 2017 – signe de l'extinction progressive de la dette de la CCOG.

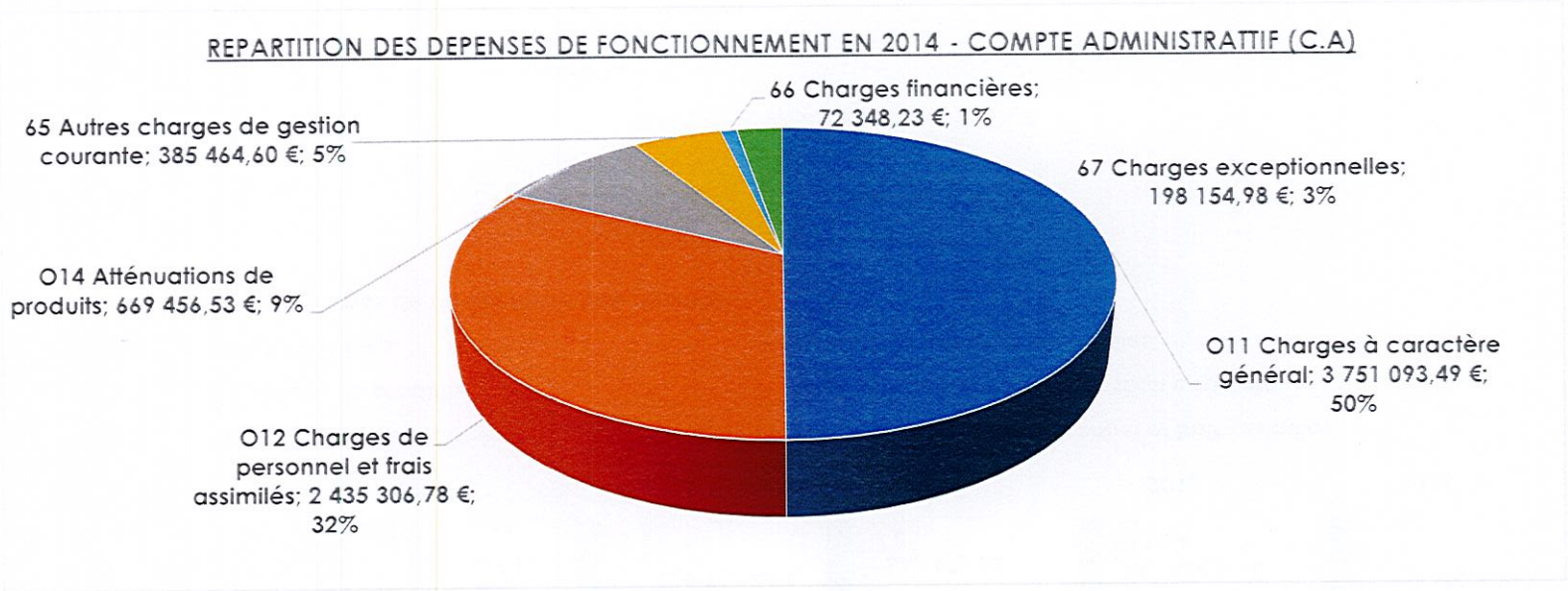
- Les autres charges de gestion courante – une **évolution plutôt erratique sur la période avec un pic en 2018 correspondant au rattrapage des indemnités des élus communautaires**. En effet, celles-ci ayant été sous estimées entre 2014 et 2018.
- **Les atténuations de charges qui correspondent aux attributions de compensations** que versent la CCOG à certaines communes membres suivent une évolution régulière sur la période. **Sauf en 2017 et 2018 ou leurs montants ont doublé (1 338 913, 06 €) car elles n'ont pas été versées en 2017**.
- **La prédominance** des deux catégories de dépenses sur la période **– les charges à caractère général et les frais de personnel et charges assimilées** – avec des **proportions variables entre 35% et 50%** entre 2014 et 2018.

Le tableau ainsi que le graphique suivants illustrent ces évolutions.

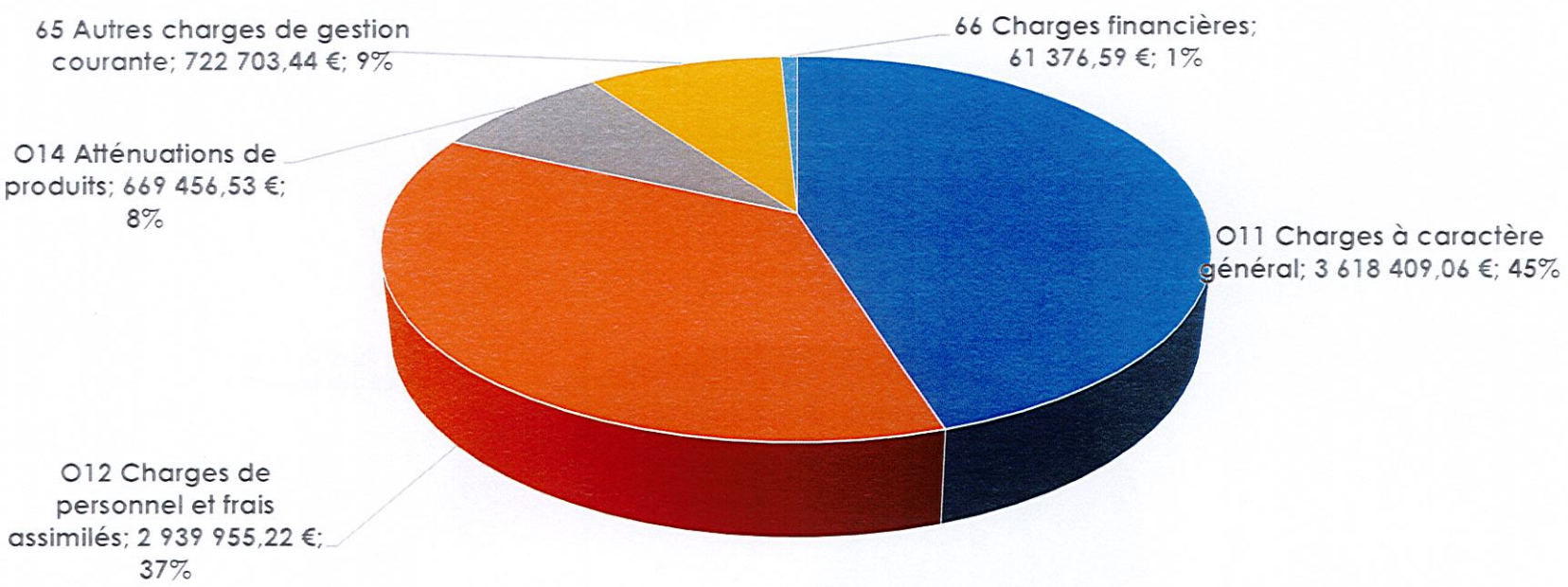
**COMPTES ADMINISTRATIFS DE 2014-2018 - DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES**

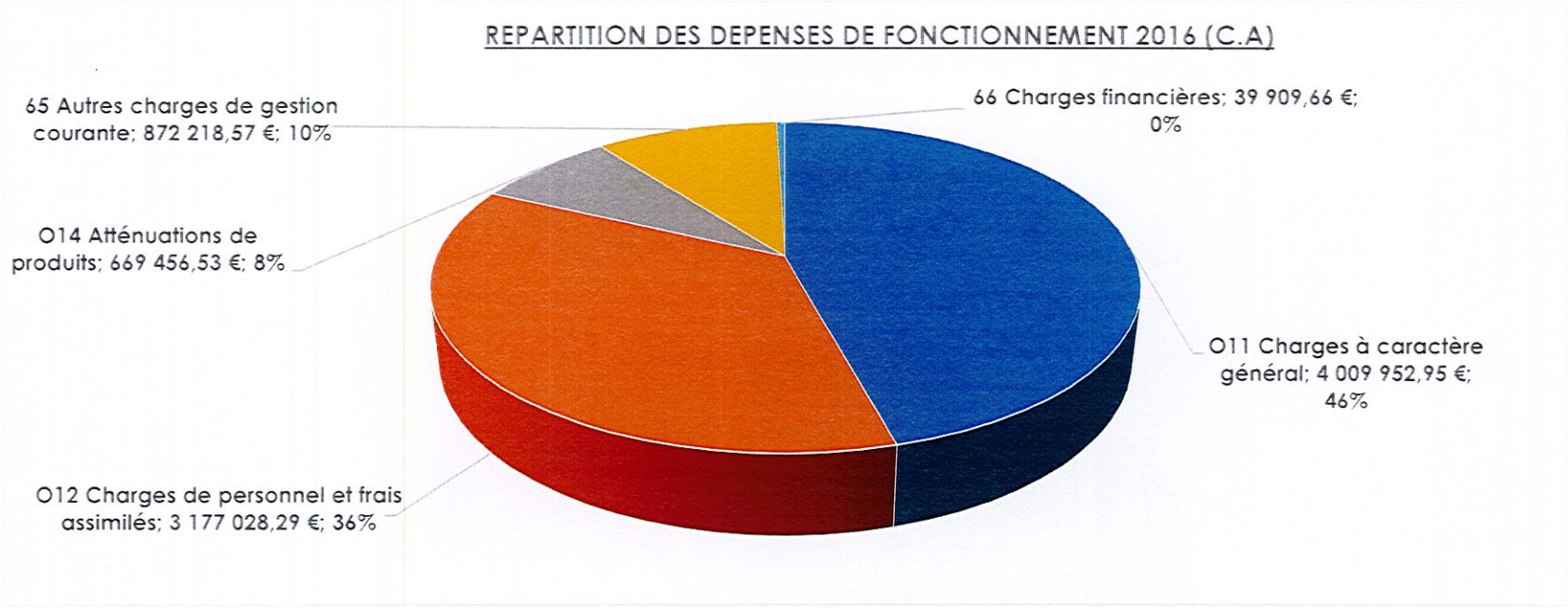
| | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018* provisoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **O11** | Charges à caractère général | 3 751 093,49 | 3 618 409,06 | 4 009 952,95 | 3 700 214,98 | 5 057 548,63 |
| **O12** | Charges de personnel et frais assimilés | 2 435 306,78 | 2 939 955,22 | 3 177 028,29 | 3 312 965,44 | 4 041 030,63 |
| **O14** | Atténuations de produits | 669 456,53 | 669 456,53 | 669 456,53 | 0,00 | 1 338 913,06 |
| **65** | Autres charges de gestion courante | 385 464,60 | 722 703,44 | 872 218,57 | 445 624,31 | 802 609,70 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **7 241 321,40** | **7 950 524,25** | **8 728 656,34** | **7 458 804,73** | **11 240 102,02** |
| **66** | Charges financières | 72 348,23 | 61 376,59 | 39 909,66 | 43 282,57 | 35 219,32 |
| **67** | Charges exceptionnelles | 198 154,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 330,95 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **7 511 824,61** | **8 011 900,84** | **8 768 566,00** | **7 502 087,30** | **11 299 652,29 €** |

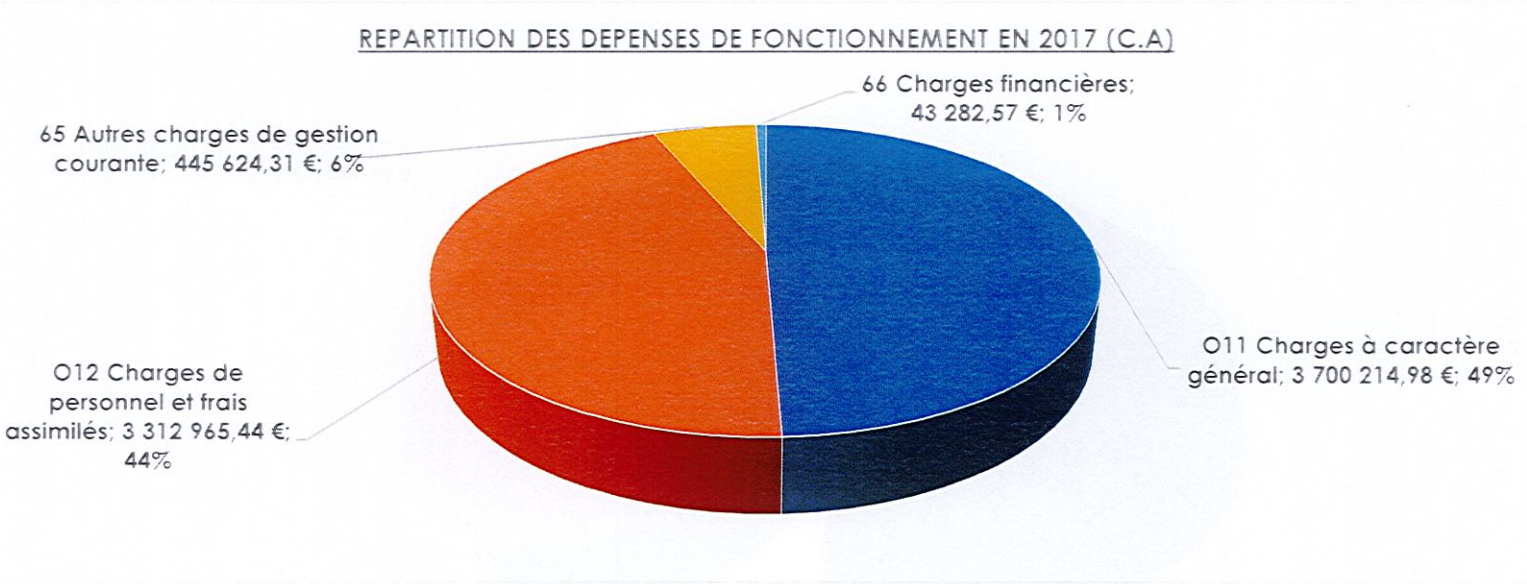

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2014-2018* (€)
6000000
5000000
4000000
3000000
2000000
1000000
0
3 751 093,49 €
2 435 306,78 €
669 456,53 €
385 464,60 €
3 618 409,06 €
2 939 955,22 €
669 456,53 €
722 703,44 €
4 009 952,95 €
3 177 028,29 €
872 218,57 €
669 456,53 €
3 700 214,98 €
3 312 965,44 €
445 624,31 €
0,00 €
5 057 548,02
4 041 030,63
1 338 913,06
802 609,70
2014
2015
2016
2017
2018
O11 Charges à caractère général
O12 Charges de personnel et frais assimilés
O14 Atténuations de produits
65 Autres charges de gestion courante
66 Charges financières
67 Charges exceptionnelles
Linéaire (O12 Charges de personnel et frais assimilés)

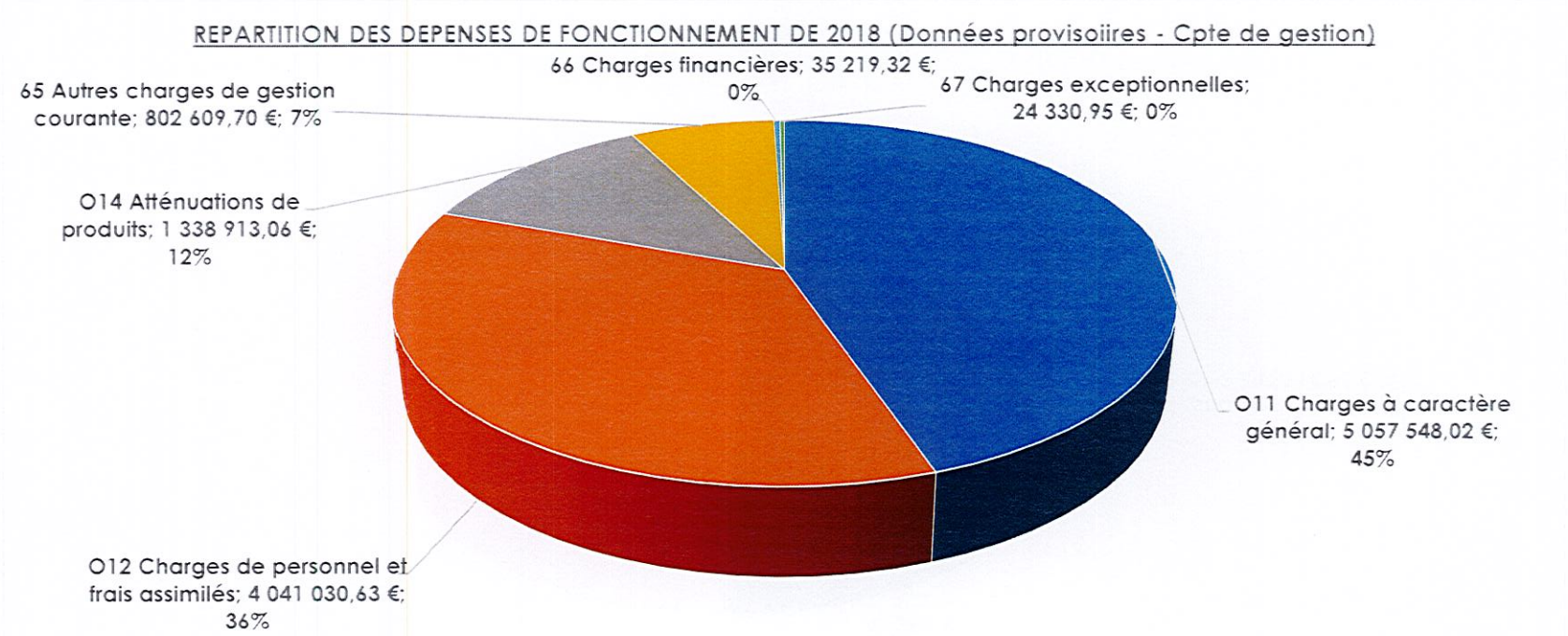

REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2014 - COMPTE ADMINISTRATTIF (C.A)
66 Charges financières; 72 348,23 €; 1%
65 Autres charges de gestion courante; 385 464,60 €; 5%
67 Charges exceptionnelles; 198 154,98 €; 3%
O14 Atténuations de produits; 669 456,53 €; 9%
O11 Charges à caractère général; 3 751 093,49 €; 50%
O12 Charges de personnel et frais assimilés; 2 435 306,78 €; 32%

REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2015 (C.A)




REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2016 (C.A)
65 Autres charges de gestion courante; 872 218,57 €; 10%
66 Charges financières; 39 909,66 €; 0%
O14 Atténuations de produits; 669 456,53 €; 8%
O11 Charges à caractère général; 4 009 952,95 €; 46%
O12 Charges de personnel et frais assimilés; 3 177 028,29 €; 36%


REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2017 (C.A)
66 Charges financières; 43 282,57 €; 1%
65 Autres charges de gestion courante; 445 624,31 €; 6%
O11 Charges à caractère général; 3 700 214,98 €; 49%
O12 Charges de personnel et frais assimilés; 3 312 965,44 €; 44%



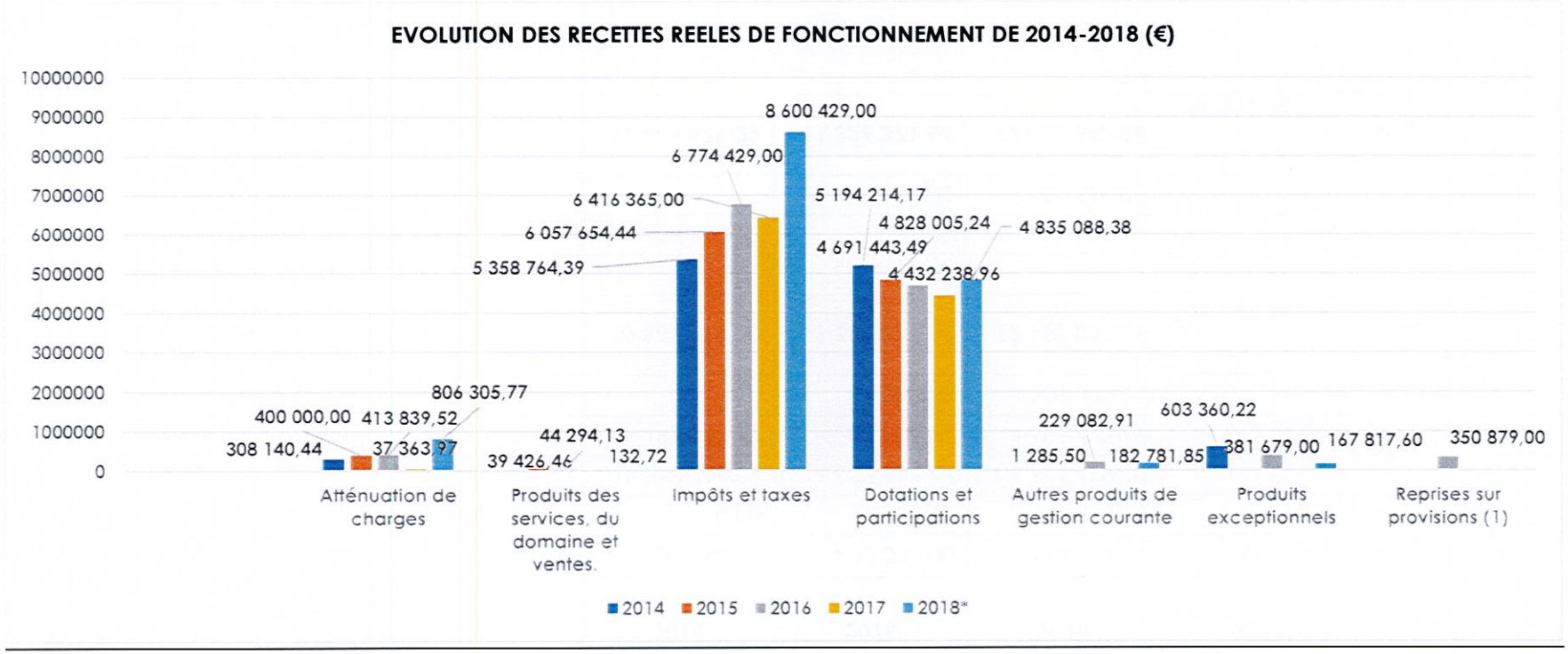

## 2/ Les recettes de fonctionnement

L'évolution des recettes réelles de fonctionnement sur la période dénote en substance :

- Une **baisse tendancielle des dotations et participations** ; celle-ci résulte essentiellement de la baisse de la DGF au titre de la participation de la CCOG à l'effort de redressement des finances publiques : elles varient de 5,1 millions à 4,4 millions soit une baisse d'environ 700 000 €. **En 2018**, un montant de **4,8 millions** est enregistré (données provisoires).
- Une **progression régulière des recettes fiscales de 2014 à 2017** : elles passent en 2014 de **5,3 millions à 6,4 millions en 2017.** Soit une hausse de plus de 1 million d'euros. **En 2018**, un pic à hauteur de **8,6 millions** est enregistré (données provisoires).

Cette progression résulte principalement du F.P.I.C ; contrairement aux autres recettes fiscales propres qui se tassent sur la période comme le montre les tableaux et le graphique suivants.

| COMPTES ADMINISTRATIFS 2014-2018 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018* Données provisoires** |
| **013** | Atténuation de charges | 308 140,44 | 400 000,00 | 413 839,52 | 37 363,97 | 806 305.97 |
| **70** | Produits des services, du domaine et ventes. | 0,00 | 39 426,46 | 44 294,13 | 0,00 | 132.72 |
| **73** | Impôts et taxes | 5 358 764,39 | 6 057 654,44 | 6 774 429,00 | 6 416 365,00 | 8 600 429 |
| **74** | Dotations et participations | 5 194 214,17 | 4 828 005,24 | 4 691 443,49 | 4 432 238,96 | 4 835 088.38 |
| **75** | Autres produits de gestion courante | | 1 285,50 | 229 082,91 | 0,00 | 182 781,85 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **10 861 119,00** | **11 326 371,64** | **12 153 089,05** | **10 885 967,93** | **14 424 737,72** |
| **76** | Produits financiers | | 0,00 | | | |
| **77** | Produits exceptionnels | 603 360,22 | 0,00 | 381 679,00 | 0,00 | |
| **78** | Reprises sur provisions (1) | | 0,00 | 350 879,00 | 0,00 | |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **11 464 479,22** | **11 326 371,64** | **12 885 647,05** | **10 885 967,93** | **14 592 555,32** |


EVOLUTION DES RECETTES REELES DE FONCTIONNEMENT DE 2014-2018 (€)
10000000
9000000
8000000
7000000
6000000
5000000
4000000
3000000
2000000
1000000
0
308 140,44
400 000,00
413 839,52
37 363,97
806 305,77
39 426,46
44 294,13
132,72
5 358 764,39
6 057 654,44
6 416 365,00
6 774 429,00
8 600 429,00
4 691 443,49
4 828 005,24
4 432 238,96
4 835 088,38
1 285,50
229 082,91
182 781,85
603 360,22
381 679,00
167 817,60
350 879,00
Atténuation de charges
Produits des services, du domaine et ventes.
Impôts et taxes
Dotations et participations
Autres produits de gestion courante
Produits exceptionnels
Reprises sur provisions (1)
2014
2015
2016
2017
2018*

**Evolution et part du FPIC au sein des recettes fiscales**

| COMPTES ADMINISTRATIFS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018*** |
| Impôts et taxes | 5 358 764,39 € | 6 057 654,44 | 6 774 429,00 | 6 416 365,00 | **8 600 429*** |
| **Dont F.P.I.C*** (*Montants notifiés) | **1 525 765 €** | **2 212 333** | **2 886 558 €** | **3 151 741 €** | **3 108 821 €** |
| **Impôts et taxes HORS FPIC** | **3 832 999,39 €** | **3 845 321,44 €** | **3 887 871,00 €** | **3 894 972,00 €** | **5 491 608*** |
| **% du FPIC** | **28%** | **37%** | **43%** | **49%** | **36%** |

**NB. * données provisoires.**

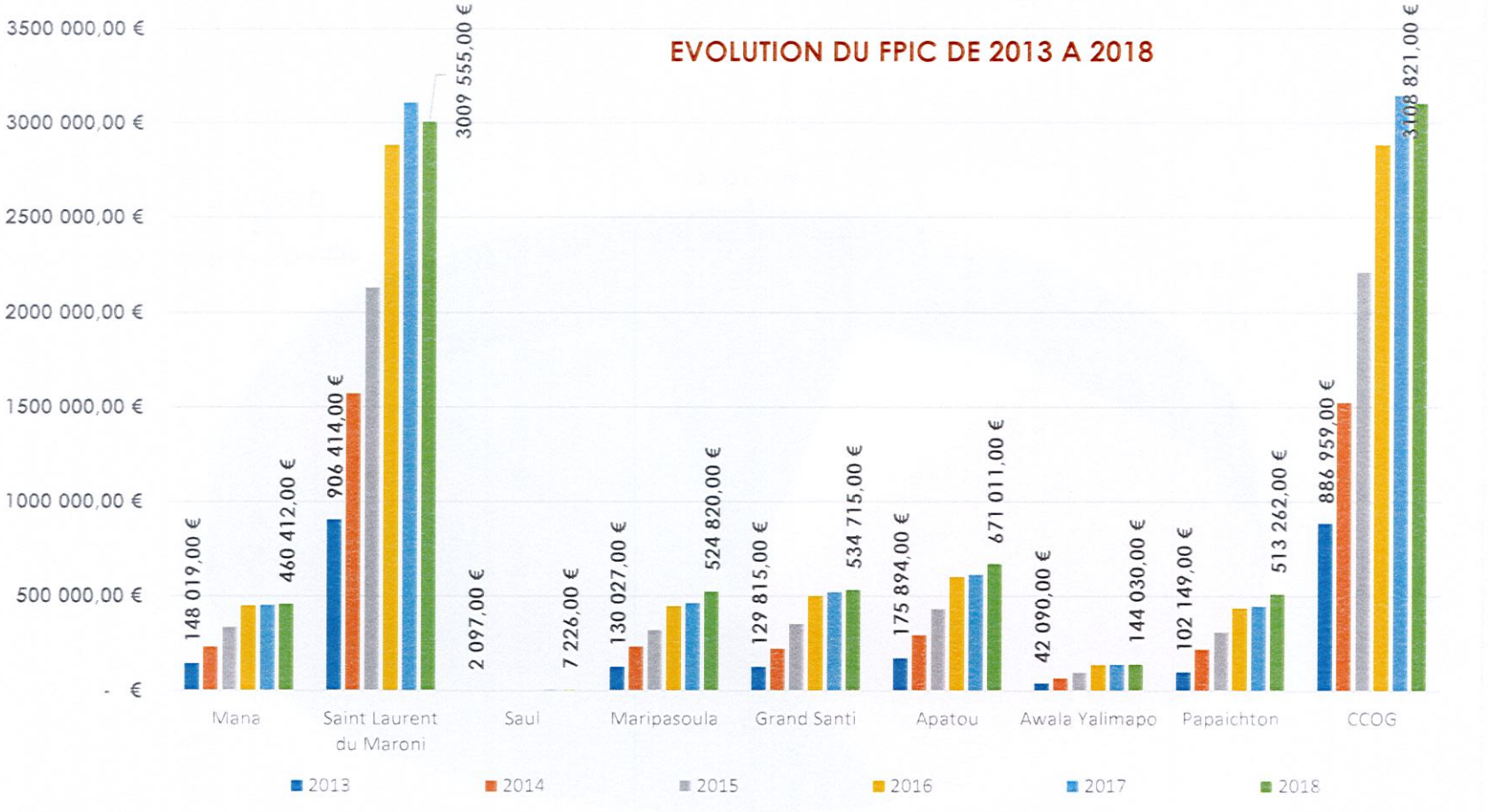
Ce tableau met en évidence :

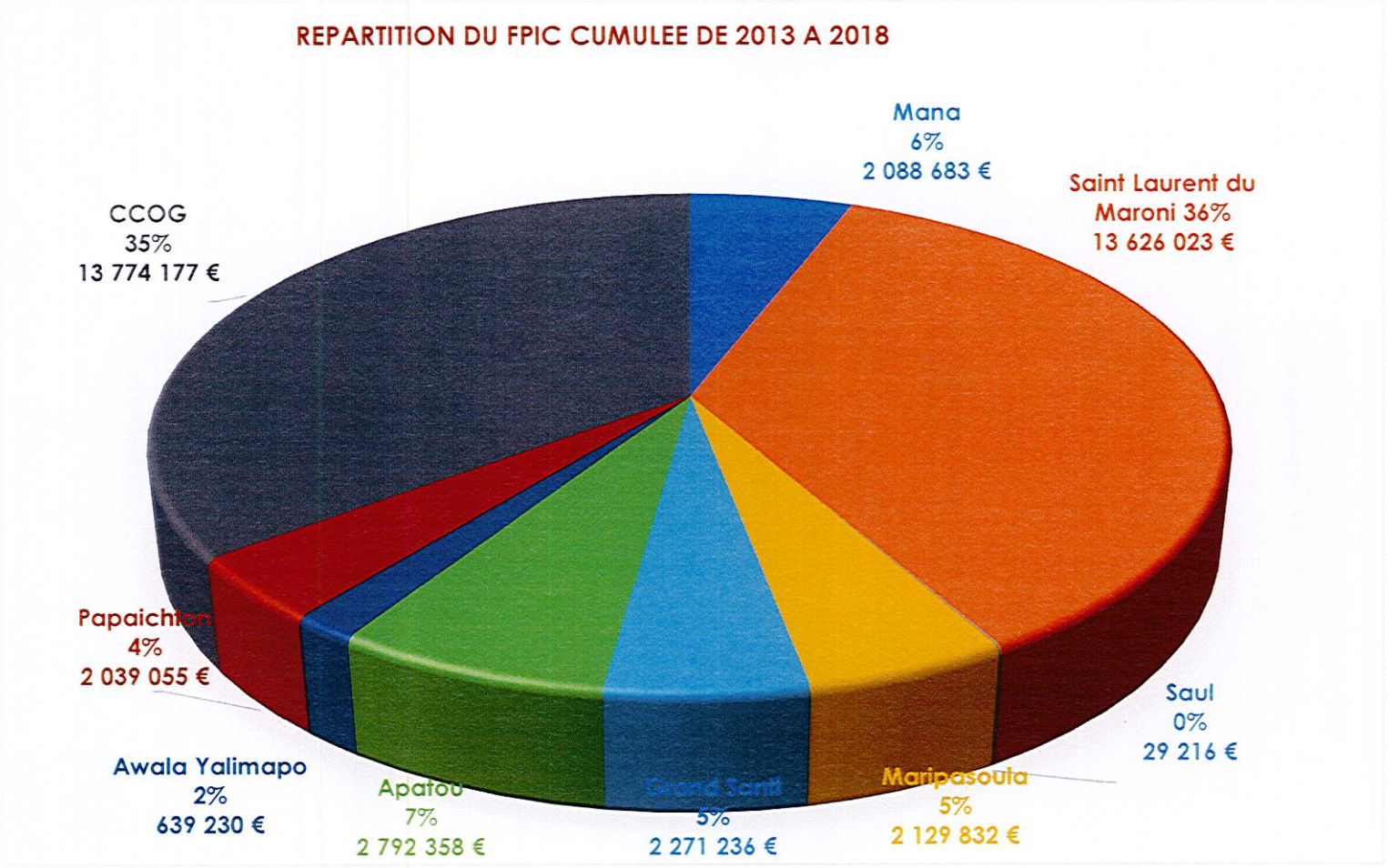
- la progression des recettes fiscales due essentiellement au FPIC qui passe de 1 525 675 € en 2014 à 2 521 393 € avec un pic de 2 886 558 € en 2016 et plus de 3 millions en 2017 et 2018.
- Une **proportion importante du FPIC dans les recettes fiscales** : entre 28 % et 49 % en 2017. Elle baisse en 2018 pour représenter 36% des recettes fiscales
- Une **quasi-stagnation des autres recettes fiscales (recettes fiscales propres) qui plafonnent à 3 800 000 €** : 3 832 999 en 2014 à 3 894 972 € en 2017. Toutefois une **forte progression est enregistrée en 2018** plus de 1.5 million : soit **5,4 millions.**

Cette évolution positive du FPIC est marquée, d'une part, par une augmentation de plus de 200 % entre 2013 et 2017 : **elle passe de 2 523 464 € en 2013 pour atteindre 39 389 810 € en 2018 pour le bloc communal** (C.C.O.G et ses communes membres).
Et d'autre part, par une **répartition par trois catégories de bénéficiaires** sur la période 2013-2018 (cf. le tableau et les graphiques suivants) :

1. **Plus de 13 millions d'euros** : CCOG et la Mairie de Saint-Laurent du Maroni
2. **Plus de 2 millions d'euros** : Apatou, Grand Santi, Mana, Maripasoula, Papaïchton
3. **Plus de 600 000 € mille euros** : Awala-Yalimapo ;
4. Moins de 30 000 € : Saül

| REPARTITION DU FPIC ENTRE COMMUNE MEMBRES | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nom communes | Montant reversé de droit commun | | | | | | | |
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | TOTAL PERIODE 2013-2018 | Progression en % |
| Mana | 148 019 € | 236 100 € | 337 624 € | 452 249 € | 454 279 € | 460 412 € | **2 088 683 €** | **211%** |
| Saint Laurent du Maroni | 906 414 € | 1 575 497 € | 2 134 208 € | 2 887 270 € | 3 113 079 € | 3 009 555 € | **13 626 023 €** | **232%** |
| Saul | 2 097 € | 3 619 € | 5 532 € | 3 499 € | 7 243 € | 7 226 € | **29 216 €** | **245%** |
| Maripasoula | 130 027 € | 236 985 € | 322 538 € | 449 427 € | 466 035 € | 524 820 € | **2 129 832 €** | **304%** |
| Grand Santi | 129 815 € | 226 269 € | 354 944 € | 502 884 € | 522 609 € | 534 715 € | **2 271 236 €** | **312%** |
| Apatou | 175 894 € | 297 370 € | 433 451€ | 601 039 € | 613 593 € | 671 011 € | **2 792 358€** | **281%** |
| Awala Yalimapo | 42 090 € | 70 140 € | 99 524 € | 140 085 € | 143 361€ | 144 030 € | **639 230 €** | **242%** |
| Papaichton | 102 149 € | 223 572 € | 311 717 € | 438 855 € | 449 500€ | 513 262 € | **2 039 055 €** | **402%** |
| CCOG | **886 959 €** | **1 527 765 €** | **2 212 333 €** | **2 886 558 €** | **3 151 741 €** | **3 108 821 €** | **13 774 177€** | **251%** |
| **Total** | **2 523 464 €** | **4 397 317 €** | **6 211 871 €** | **8 361 866 €** | **8 921 440 €** | **8 973 852€** | **39 389 810 €** | **256%** |

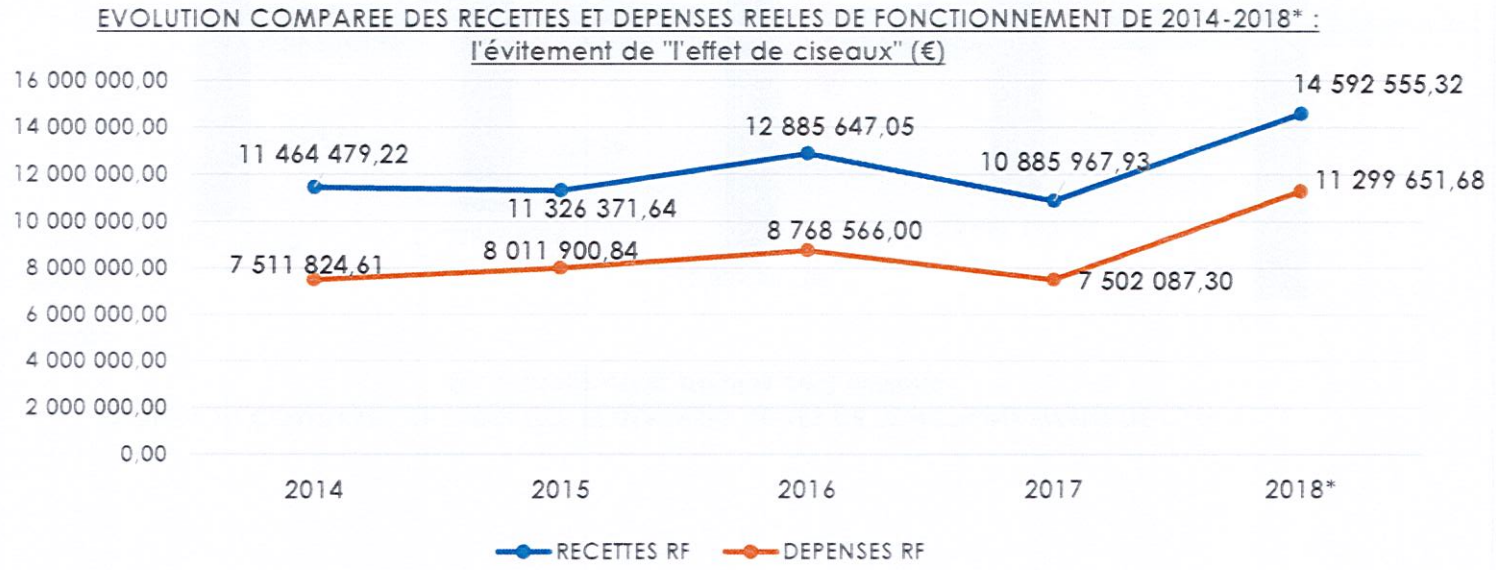

EVOLUTION DU FPIC DE 2013 A 2018
3500 000,00 €
3000 000,00 €
2500 000,00 €
2000 000,00 €
1500 000,00 €
1000 000,00 €
500 000,00 €
- €
148 019,00 €
460 412,00 €
906 414,00 €
3009 555,00 €
2 097,00 €
7 226,00 €
130 027,00 €
524 820,00 €
129 815,00 €
534 715,00 €
175 894,00 €
671 011,00 €
42 090,00 €
144 030,00 €
102 149,00 €
513 262,00 €
886 959,00 €
3108 821,00 €
Mana
Saint Laurent du Maroni
Saul
Maripasoula
Grand Santi
Apatou
Awala Yalimapo
Papaichton
CCOG
2013
2014
2015
2016
2017
2018

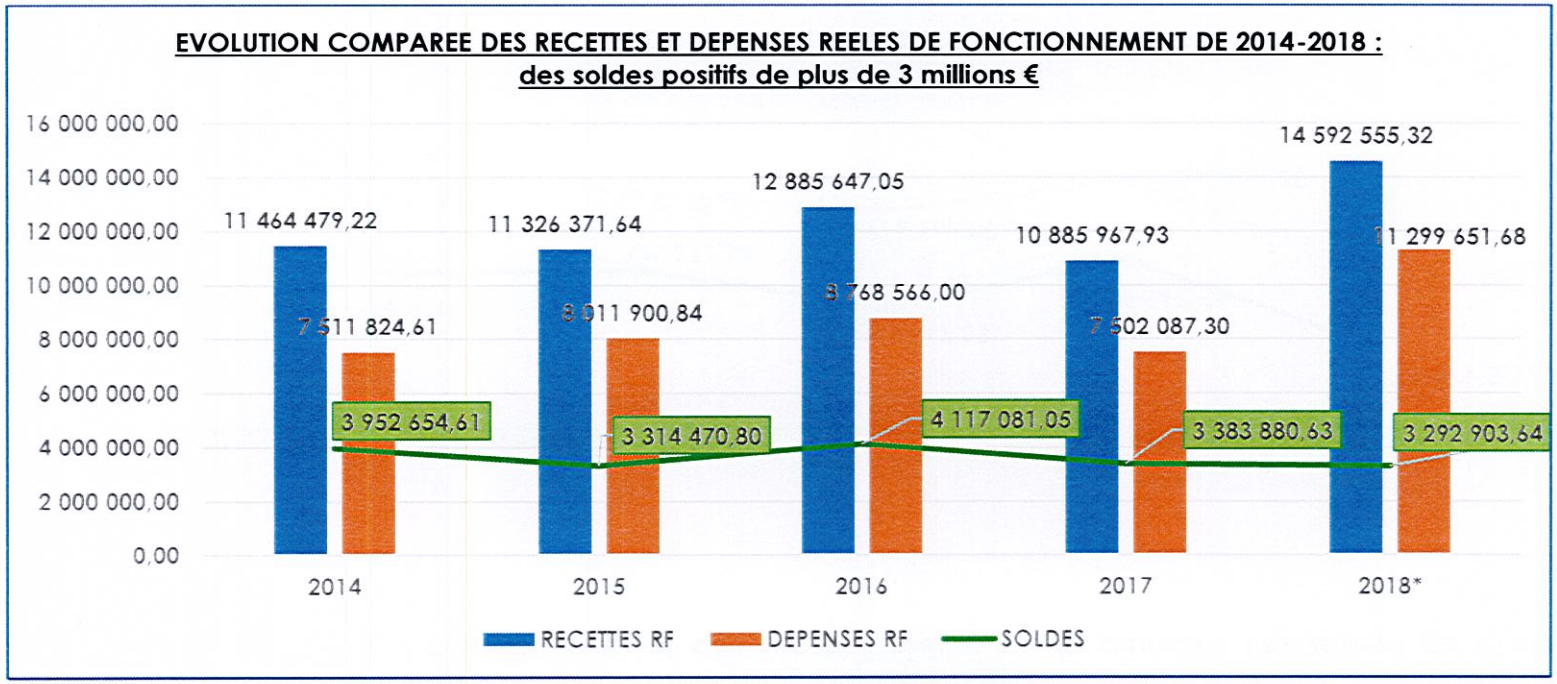

REPARTITION DU FPIC CUMULEE DE 2013 A 2018
Mana
6%
2 088 683 €
Saint Laurent du Maroni 36%
13 626 023 €
CCOG
35%
13 774 177 €
Papaichton
4%
2 039 055 €
Awala Yalimapo
2%
639 230 €
Apatou
7%
2 792 358 €
Grand Santi
5%
2 271 236 €
Maripasoula
5%
2 129 832 €
Saul
0%
29 216 €

Finalement, Il découle de cette évolution comparative des recettes et des dépenses de fonctionnement **des soldes positifs- signe d'un excédent brut de fonctionnement positif**. Ces soldes positifs témoignent de la bonne santé financière de la CCOG entre 2014 et 2018* (*données provisoires). Comme l'indique le tableau et le graphique suivants : **ils mettent en évidence l'évitement de « l'effet de ciseaux » par la CCOG depuis 2014**. Cela procède de la forte progression des recettes de fonctionnement parallèlement aux dépenses de fonctionnement, qui certes progressent, mais dont leurs progressions restent inférieures à celles des recettes.

**COMPTES ADMINISTRATIFS 2014-2018***

**Analyse comparative évolution des dépenses et des recettes réelles sur la période : l'évitement de « l'effet de ciseaux » ; des soldes positifs**





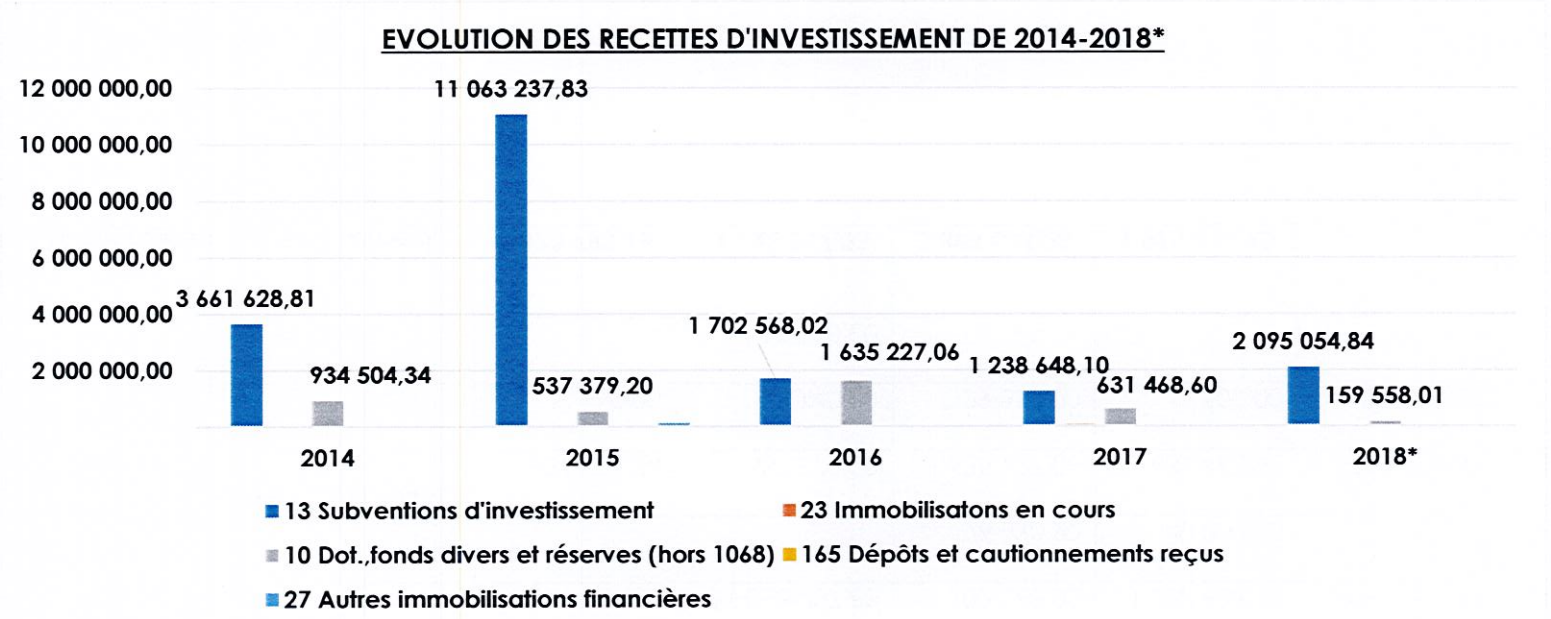

| RECETTES ET DEPENSES REELES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** provisoire** |
| **RECETTES RF** | 11 464 479,22 | 11 326 371,64 | 12 885 647,05 | 10 885 967,93 | 14 592 555,32 |
| **DEPENSES RF** | 7 511 824,61 | 8 011 900,84 | 8 768 566,00 | 7 502 087,30 | 11 299 651,68 |
| **SOLDE** | **3 952 654,61** | **3 314 470,80** | **4 117 081,05** | **3 383 880,63** | **3 292 903,64** |

## B / LA SECTION D'INVESTISSEMENT 2014-2018

### 1/Les recettes d'investissement

L'évolution des recettes d'investissement sur la période 2014-2018 dénote un **financement prédominant par les subventions d'investissement et le Fonds de Compensation de la TVA** : sur les **23 millions d'euros plus de 19 millions d'euros proviennent des subventions d'investissement (dont 11 millions en 2015**) et plus de **3 millions d'euros du FCTVA** (cf. infra tableau et graphique).

| COMPTES ADMINISTRATIFS DE 2014-2018<br>EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRES | | | | | | | TOTAL 2014-2018* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018* - provisoire** | |
| **13** | **Subventions d'investissement** | 3 661 628,81 | 11 063 237,83 | 1 702 568,02 | 1 238 648,10 | 2 095 054.84 | **19 761 137,60 €** |
| 23 | Immobilisations en cours | | | 26 690,20 | 40 000,00 | | 66 690,20 € |
| **10** | **Dot., fonds divers et réserves (hors 1068)** | 934 504,34 | 537 379,20 | 1 635 227,06 | 631 468,60 | 159 558,01 | **3 898 137,21 €** |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 24 660,00 | 22 740,00 | 29 350,00 | 16 500,00 | 21 690,00 | 114 940,00 € |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 100 000,00 | | | | 100 000,00 € |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **4 620 793,15** | **11 723 357,03** | **3 393 835,28** | **1 926 616,70** | | **23 940 905,01 €** |



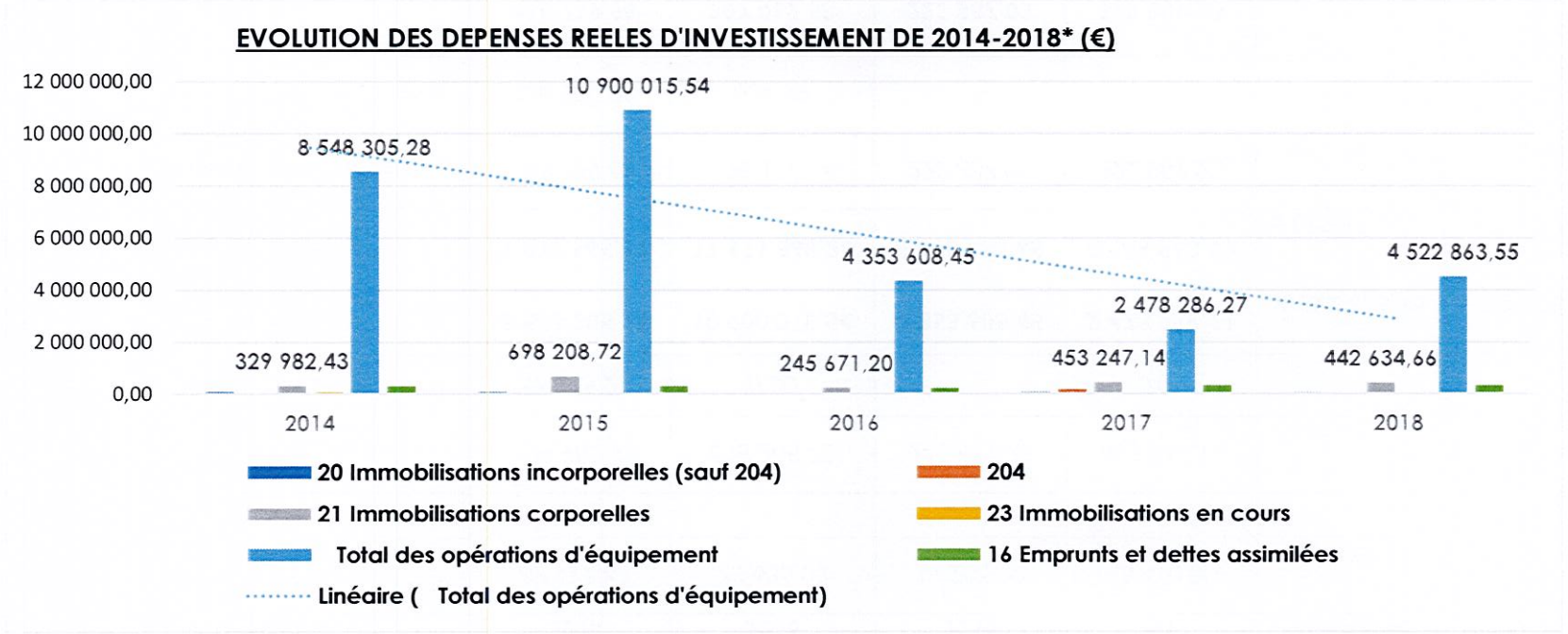

## 2/ Les dépenses d'investissement

**Le montant des dépenses réelles d'investissement sur la période 2014-2018 est de plus de 35 millions d'euros.**
Cette évolution des dépenses est marquée :

- par une **prédominance des opérations d'équipement plus de 30 millions €. Ces dépenses correspondent aux investissements réalisés dans les différents domaines de compétences** qu'exerce la CCOG (aménagement du territoire-électrification rurale ; développement économique ; collecte et traitement des déchets)
- les acquisitions de matériels pour 2,1 millions d'euros
- le remboursement du capital des emprunts contractés pour 1,4 million d'euros

| COMPTES ADMINISTRATIFS DE 2014-2018<br>EVOLUTION DES DEPENSES REELES D'INVESTISSEMENT | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLE** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018* données provisoires** | **TOTAL 2014-2018** |
| **20** | *Immobilisations incorporelles (sauf 204)* | *87 172,43* | *73 636,00* | 19 205,00 | 65 410,00 | 46 939,31 | 292 362,74 |
| **204** | | | | | 150 000,00 | | 150 000,00 |
| **21** | *Immobilisations corporelles* | *329 982,43* | *698 208,72* | 245 671,20 | 453 247,14 | 442 634,66 | 2 169 744,15 |
| **23** | *Immobilisations en cours* | *54 105,25* | *0,00* | | 0,00 | | *54 105,25* |
| **Total des opérations d'équipement** | | **8 548 305,28** | **10 900 015,54** | **4 353 608,45** | **2 478 286,27** | **4 522 863,55** | **30 803 079,09** |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **9 019 565,39** | **11 671 860,26** | **4 618 484,65** | **3 146 943,41** | **5 012 37,52** | **33 469 291,23** |
| **16** | ***Emprunts et dettes assimilées*** | *298 719,08* | *306 427,54* | 222 887,03 | 322 809,23 | 329 735,62 | **1 480 578,50** |
| **27** | *Autres immobilisations financières* | *120 000,00* | *634,99* | | | | 120 634,99 |
| **Total des dépenses financières** | | **418 719,08** | **307 062,53** | **222 887,03** | **322 809,23** | **329 735,62** | **1 601 213,49** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement en euros.** | | **9 438 284,47** | **11 978 922,79** | **4 841 371,68** | **3 469 752,64** | **5 342 173,14** | **35 070 504,72€** |

L'évolution des dépenses d'opérations d'équipements **passe de 8,5 millions d'euros en 2014 avec un pic de plus de 10 millions d'euros en 2015** ; puis ces **dépenses déclinent en 2016, 2017 et 2018 : elles sont divisées par deux en 2016** voire quatre en 2017 ; en **2018, elles remontent à 4,5 millions €.**
Le pic de 2015 découle des investissements en électrification rurale réalisés en pays amérindiens.



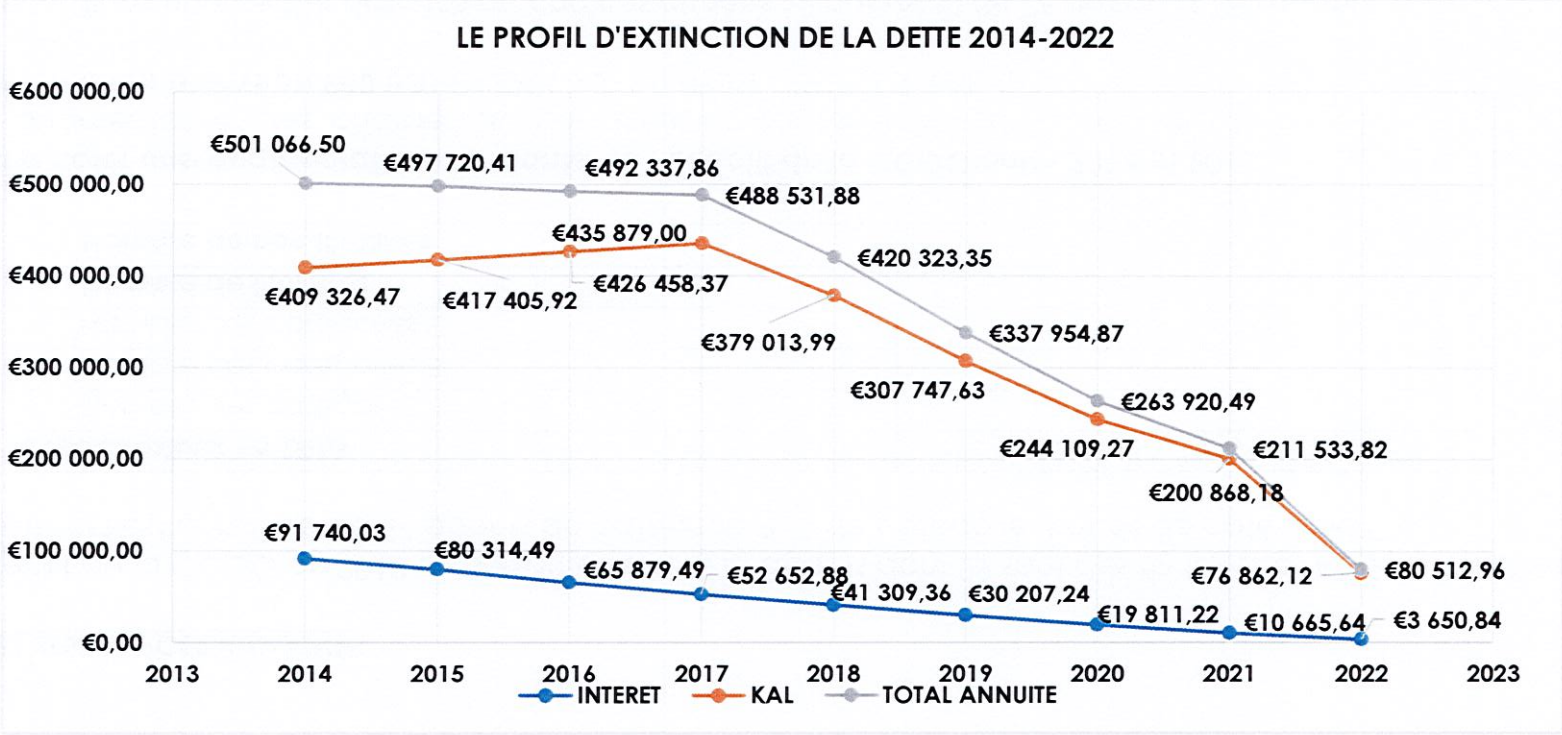
## C/ LA DETTE DE LA CCOG DE 2014-2019

**L'encours de la dette de la CCOG de 2019 à 2022 s'élève à 893 922.14 €.**
Il se répartit de la manière suivante :

- **829 587,20 € de capital** et
- **64 334,94 € d'intérêts.**

Il est constitué de quatre lignes d'emprunts auprès de l'Agence Française de Développement, de la Caisse de Dépôts et Consignations (deux lignes de prêts) ; de la Banque des Antilles Françaises. La durée de 15 ans

Le profil d'extinction de la dette ci-dessous dénote un désendettement continuel de la CCOG entre 2014 et 2018 ; et une fin des annuités à payer en 2022.



## D/ LES RESSOURCES HUMAINES

L'effectif de la CCOG en 2018 est soixante-seize (76) agents dont 29 sont des titulaires et 47 des non titulaires. Cet effectif est constitué de 24 agents de catégorie A, 8 de catégorie B et 44 de catégorie C.

| **Effectifs totaux en 2018** | **76** |
|---|---|
| Nombre des catégories A | 24 |
| Nombre des catégories B | 8 |
| Nombre des catégories C | 44 |
| **Nombre de titulaires** | **29** |
| **Nombre de non titulaires** | **47** |

**IL est à noter une augmentation constante de l'effectif de la CCOG entre 2014 et 2018**. Ce qui s'est traduit par une augmentation des charges du personnel et frais assimilés sur la période : entre 2014 et 2017 une **augmentation d'environ 900 000 €** (2014 = 2,4 millions ; 2017 3,3 millions).

**Cet effectif va augmenter dans les prochaines années : il passerait de 76 agents à 130 agents**. Dont 30 agents estimés pour la régie du Service Environnement et 14 agents pour renforcer les Services support (Ressources Humaines – Finances- Marchés Publics – Informatique).

Sur le plan du régime indemnitaire, en 2018 la CCOG a modifié son régime indemnitaire en mettant en place en 2018 le **Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP)**.

Il est à souligner, d'une part, que la **Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)** est servie aux agents titulaires remplissant les conditions requises : encadrement et responsabilité de Services et expertise en finances, marchés publics et Ressources Humaines. D'autre part, que **les avantages en nature** (véhicules et logements de fonctions) sont consentis aux agents titulaires des emplois fonctionnels à la CCOG. Notamment aux niveaux de la Direction Générale des Services et de la Direction Générale Adjointe des Services.

## III/ LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE 2019/2020.

Les orientations budgétaires de 2019 déclinées ci-dessous concerne les sections de fonctionnement et d'investissement.

### A / La section de fonctionnement

#### 1 / Les dépenses

L'exercice budgétaire 2019 verra **la création du budget annexe de l'Office du Tourisme Intercommunal Ouest Guyane ; cette création sera assortie d'une dotation initiale qui variera entre 250 000 € et 500 000 €** venant du budget principal. Il est à noter par ailleurs l'intégration des dépenses des années 2017 et 2018 du personnel des Offices de Tourisme et Services de tourisme communaux.

Les dépenses de fonctionnement devront être contenues durant l'exercice 2019 afin de préserver des soldes de gestion positifs - gage d'une bonne santé financière durable.

Toutefois, **il est à signaler l'augmentation significative des dépenses de fonctionnement relatives à l'exercice de la compétence Collecte et traitement des déchets – qui est déficitaire – et qui vont consommer 4,6 millions € de recettes de fonctionnement en 2019 et 6 millions en 2020** (cf. infra- focus sur la soutenabilité financière de la compétence collecte et traitement des déchets).

#### 2 / Les recettes

Pour les recettes, la **reconsidération éventuelle de la répartition du Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)** au sein de la CCOG est à envisager durant cet exercice : la répartition à la majorité des 2/3 dans un délai de deux mois après la notification ; la répartition « dérogatoire libre » à l'unanimité dans un délai de deux mois suivant la notification. Cette reconsidération de la répartition « dérogatoire libre » pourrait se faire sur la base du critère du potentiel fiscal.

Concernant, les recettes, cet exercice budgétaire consacrera la détermination des attributions de compensation à la suite des transferts de la compétence « promotion du tourisme et des ZAE communales.

**B : la section d'investissement**

Concernant la section d'investissement notamment les dépenses, le budget 2019 devra :

- **Poursuivre les opérations d'investissements engagées** dans chaque domaine de compétences (aménagement du territoire, électrification rurale, développement économique ;
- **Prioriser ces opérations d'aménagements -d'infrastructures, de constructions, réalisables entre le 1er mars et 2019 et le 28 février 2020 au regard de la maitrise foncière, des financements acquis – subventions juridiquement certaines -, de la maturité des projets (**travaux, autorisations administratives obtenues, conception, programmation) ;
- **Déterminer l'autofinancement maximal de la CCOG pour financer les opérations dont les subventions ne sont pas acquises** au premier trimestre 2019 : **l'aménagement des abords du Centre Multiservices de Papaïchton 800 000 €** ; les **travaux d'aménagement de la ZAE de Maripasoula 2,8 millions €** (la municipalité de Maripasoula a cédé à la CCOG la parcelle à 1 euro symbolique) ; le Pôle d'Initiative Economique et des Ressources (la pépinière et l'hôtel d'entreprises) à Saint Laurent du Maroni **2,5 millions € pour le Pôle Services** (le foncier est maîtrisé avec des financements existants = 1, 8 million € de produit de cession du bâtiment commercial de Saint-Jean) ; pour le budget annexe du **PAOG 800 000 € pour l'extension de l'abattoir et l'acquisitions de matériels**
- **Envisager le remboursement anticipé des emprunts en cours afin de finir la mandature 2014-2020 avec « zéro emprunt »** ;
- Envisager les provisions pour les grosses réparations pour les bâtiments de la CCOG : immobilier d'entreprises …
- **Traduire budgétairement les nouvelles compétences acquises** par la CCOG à la suite de la loi Notre : la GEMAPI ; les voiries d'intérêt communautaire ;
- **Envisager l'élaboration et le déploiement du Plan Climat Air Energie (P.C.A.E.T)** : Un plan climat-air-énergie territorial, nouveau nom depuis le 28 juin 2016 du plan climat-énergie territorial, est, en France, une démarche de développement durable axée spécifiquement sur la lutte contre les changements climatiques. La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a renforcé le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique, via notamment la mise en place de plans climat-air-énergie territoriaux. **Toute intercommunalité à fiscalité propre de plus de 20 000**

**habitants doit mettre en place un plan climat à l'échelle de son territoire, en y intégrant les enjeux de la qualité de l'air.**

Il est à noter, par ailleurs, **la création en 2019 du budget annexe du lotissement économique (ZAE) Wolff**. Ce qui permettra à la CCOG, lors de la commercialisation des parcelles aménagées, de tracer les recettes générées par la cession des parcelles et d'avoir un **bilan financier global de l'opération** à l'achèvement des travaux.

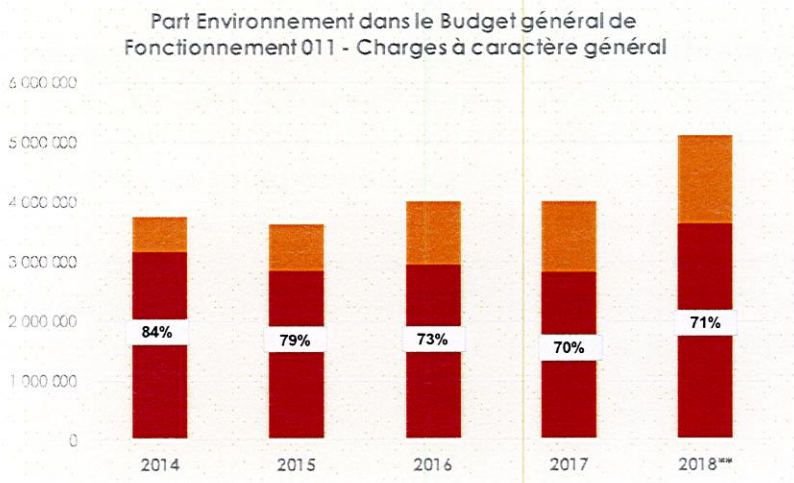
Au regard de ce qui précède, **se pose la question centrale de la soutenabilité budgétaire, financière de l'exercice de la compétence obligatoire de la collecte et du traitement des déchets au sein de la CCOG - en parallèle de l'exercice des autres compétences obligatoires dévolues à la CCOG.** D'une part, au niveau de la **section de fonctionnement avec la prédominance de la proportion croissante et continuelle des dépenses de fonctionnement** liées à l'exercice de cette compétence et **leur faible taux de couverture par la TEOM.** Par conséquent, **la consommation d'autres ressources de fonctionnement de la CCOG.** D'autre part, pour **la section d'investissement : la réalisation des opérations d'équipement qui sont majoritairement des investissements réglementaires - par conséquent obligatoires – et de leurs coûts de fonctionnement induits.**

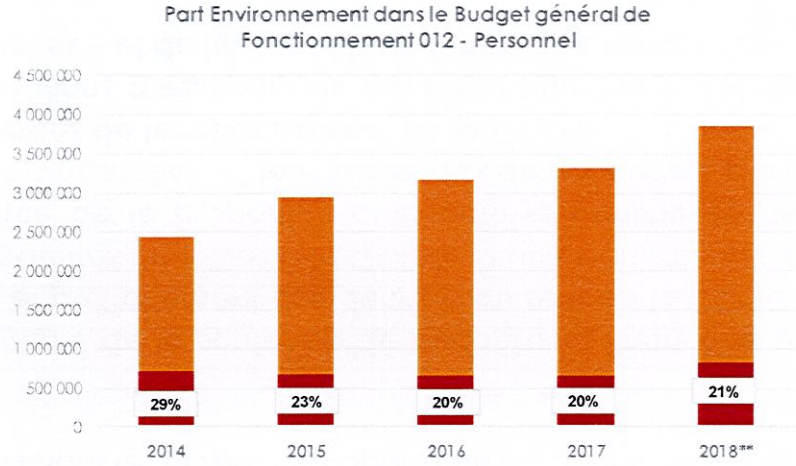
**Les graphiques suivants mettent en évidence cette problématique.**

# EVOLUTION ET PROPORTION DE LA COMPETENCE DECHETS 2014-2018

| COMPTES ADMINISTRATIFS - 011 - Charges à Caractère Général | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018** |
| O11 - GENERAL | 3 751 093 | 3 618 409 | 4 009 953 | 4 000 544 | 5 106 419 |
| O11 - ENVT | 3 160 516 | 2 842 225 | 2 924 458 | 2 811 152 | 3 616 294 |
| O11 -HORS ENVT | 590 578 | 776 184 | 1 085 495 | 1 189 392 | 1 490 125 |
| % | 84% | 79% | 73% | 70% | 71% |

| COMPTES ADMINISTRATIFS - 012 - Charges de Personnel | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018** |
| O12 - GENERAL | 2 435 307 | 2 939 955 | 3 177 028 | 3 312 965 | 3 854 307 |
| O12 - ENVT | 711 365 | 666 885 | 645 076 | 653 157 | 812 194 |
| O12 -HORS ENVT | 1 723 942 | 2 273 071 | 2 531 953 | 2 659 808 | 3 042 113 |
| % | 29% | 23% | 20% | 20% | 21% |



## C/ LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE – FINANCIERE DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

A titre de rappel, les axes de travail qui ont été donnés au Service Environnement pour l'exercice 2019 se déclinent sur quatre grands axes :

- **Mise en place des collectes et traitement des déchets ménagers en régie sur les communes du Fleuve, Grand Santi, Papaïchton et Maripasoula.**
  - Collectes des ordures ménagères et encombrants avec les matériels en place et des équipes à recruter et former,
  - Traitement des déchets collectés dans le cadre du Plan d'Urgence sur les infrastructures et les modes de gestion techniques mis en place, avec mise en route des déchèteries,
- **Poursuite de la mise aux normes de l'ISDnD de l'Ouest à Saint Laurent du Maroni** avec une mise en route progressive de l'accès contrôlé à ce centre de stockage,
- **Mise en place de structures de stockage des déchets sur les écarts du Fleuve** qui ont été retenus dans le cadre « d'opérations pilote ».
- **Réflexion sur une reprise de la Collecte des Ordures Ménagères sur les 4 communes littorales à la suite des défaillances du prestataire de collecte G2C, attributaire du marché actuel.**

**Ces principaux axes n'occultent toutefois pas des opérations qui doivent être poursuivies :**

- Réhabilitations des décharges,
- Création des centres de stockage de Maripasoula et Grand Santi,
- Equipements et extension des réseaux de collecte vers les zones d'habitat spontané mais également sur les nouveaux lotissements essentiellement sur les communes littorales.

Les explications suivantes ont donc pour but de présenter les grandes lignes des contraintes budgétaires qui sont associées à ces objectifs dans un souci de cerner au mieux toutes les charges engendrées.

Un certain nombre de données devront toutefois faire l'objet de compléments réglementaires, techniques et financiers pour en apprécier au plus juste le coût final pour la collectivité.

### Le budget de Fonctionnement de 2019

Afin d'éclairer le débat sur les orientations budgétaires qui devront être prises, une proposition de Budget primitif 2019 Environnement a été établie.

Ce schéma des coûts prévisionnels de fonctionnement sur l'exercice 2019 n'éclaire toutefois pas suffisamment sur les impacts financiers qu'auront les services de mise en régie en année pleine.

En effet, l'année 2019 sera une année de transition au cours de laquelle devront avoir lieu les recrutements et les formations des personnels. Si les calendriers sont respectés, les services ne seront opérationnels que les trois derniers mois de l'année.

Pour ces motifs, un schéma de BP 2020 est également présenté afin de faire mesurer les impacts de ces mesures en année pleine sur le budget de fonctionnement de l'EPCI.

**Le budget d'investissement de 2019**

Le schéma général retenu en 2018 reste d'actualité avec des opérations lourdes sur chacune des parties du territoire.

Des priorisations doivent toutefois être faites afin de tenir compte :

- Des enveloppes financières disponibles ou non pour mener à bien ces projets,
- Des contraintes techniques et réglementaires qui imposent de répartir dans le temps la réalisation de ces structures.

La tendance générale qui se dégage des demandes d'aides faites sur les différents dossiers montre que des priorisations doivent être envisagées.

Ces choix restent difficiles dans la mesure où ces projets structurants répondent pour la plupart à des exigences réglementaires qui engagent la responsabilité personnelle des dirigeants en regard du Code de l'Environnement, la santé et la salubrité publique tout en tenant compte de la croissance démographique du territoire.

Par ailleurs, les concours extérieurs étant de plus en plus contraints, la part **d'autofinancement** de l'EPCI va aller croissante.

Les investissements en matière d'Environnement doivent donc faire l'objet d'une approche qui ne peut plus exclure le recours à des financements bancaires afin d'une part, de ne pas léser les financements des autres compétences, et surtout de ne pas dégrader la santé financière de l'EPCI quand le fonctionnement va déjà lourdement peser.

**Les dépenses de fonctionnement envisagées en 2019**

Le projet de budget de fonctionnement 2019 a été construit sur un calendrier contraint qui devra se mettre en place à partir du mois de février si l'objectif retenu est un démarrage au dernier trimestre 2019.

Il s'agit là de mener en parallèle la structuration de la régie au sein de la CCOG mais également de mener avec les services de l'Etat la réception des ouvrages du Plan d'Urgence ainsi que l'application de la Convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage signée en 2010 avec toutes les composantes d'accompagnement qu'elle comporte.

L'objectif vise donc à recruter rapidement l'encadrement de la régie dont les missions seront :

- D'organiser les structures de collecte, encadrement, déroulement, circuits de collecte, test des matériels, etc.
- De structurer les modes opératoires de chacun des sites sur les différentes missions qui devront être assumées,
- De formaliser les plans de travail conformément aux législations en vigueur, qu'elles concernent le droit du travail ou le Code de l'environnement et toute autre réglementation applicable,
- De se donner des objectifs de qualité avec un suivi pérenne de ces objectifs en concertation avec les services des Communes,
- De procéder à l'aménagement fonctionnel des Unités de Traitement des Déchets du Plan d'Urgence,
- De structurer toute la logistique avec notamment les problèmes liés aux approvisionnements,
- Etc.

Dans une seconde phase, recruter les personnels qui opéreront les matériels avec toutes les formations liées à la conduite des engins, (Permis PL, super lourd, Caces, etc.), aux formations plus spécifiques liées à la connaissance des déchets, à la gestion des déchèteries, à la sécurité, à l'accueil du Public, etc.

Cela va se traduire par une phase préparatoire durant laquelle, entre recrutements et formations, ces personnels ne seront pas directement opérationnels ce qui sous-entend que les prestataires privés resteront en place jusqu'à la prise de relais par les services de la régie.

Selon le schéma et le calendrier retenu ce coût, avant mise en route effective, serait de l'ordre de 360 k€ uniquement pour le coût salarial.

A ceci il convient d'ajouter les frais de formation, de déplacement, d'hébergement, de visite d'aptitude médicale et tous frais inhérents à cette phase de démarrage.

Tous les documents qui ont été établis constituent une base de travail sur laquelle il conviendra de travailler en particulier pour harmoniser les bases salariales afin de veiller à une cohérence sur l'ensemble de l'EPCI en tenant toutefois compte de la pénibilité de certains emplois.

**Pour rappel les activités déployées en régie sur ce premier exercice seront les suivantes :**

- **1** - Gestion de la déchèterie et de l'ISDnD de l'Ouest avec un objectif de mise en place des services début Juillet 2019.

Avec un objectif de mise en route début Octobre 2019 :

- **2** - Gestion des collectes, de la déchèterie et du traitement des déchets sur la Commune de Grand Santi,
- **3** - Gestion des collectes, de la déchèterie, du transfert des déchets via la piste forestière entre Papaïchton et Maripasoula et du traitement des déchets sur la Commune de Papaïchton,
- **4** - Gestion des collectes, de la déchèterie, du transfert des balles de déchets vers le Pk6 via la piste forestière entre Papaïchton et Maripasoula et du traitement des déchets sur la Commune de Maripasoula.

Des fiches de coût pour chacun des sites prenant en compte toutes les composantes de ces diverses missions ont été établies puis consolidées afin d'établir les bases d'un budget prévisionnel.

Ces données ont été ajoutées aux différents marchés de collecte, de traitement des déchets sur les structures existantes, ainsi que tous les frais habituellement constatés dans la gestion de cette compétence.

Afin de mettre en perspective les chiffres qui sont présentés, le tableau ci-après reprend le coût 2017 de la compétence tel qu'il ressort de la matrice de coûts ADEME.

Ces coûts incluent la quote part des coûts des services généraux de la structure sur la gestion des déchets.

| CCOG - Coût Compétence Déchets | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|
| Charges | 4 876 730 | 5 042 882 | 4 800 326 |
| Produits | 1 642 711 | 1 857 678 | 1 541 079 |
| Contribution Recettes EPCI | 3 234 019 | 3 185 204 | 3 259 247 |
| Dont quote part des charges de l'EPCI | 575 683 | 628 864 | 461 904 |
| *% Total des Charges* | *11,8%* | *12,5%* | *9,6%* |

Les comptes prévisionnels du service Environnement pour l'exercice 2019, avec :

- L'embauche progressive des personnels dédiés à ces activités à compter du mois d'Avril 2019,
- La mise en route de la déchèterie de l'ISDnD de l'Ouest à St Laurent à compter du début juillet 2019,
- Un fonctionnement des régies du Fleuve à partir du 4ème trimestre 2019, conduisent aux prévisions reprises ci-dessous.

| **CCOG - Coût Compétence Déchets** | **BP 2019**<br>Régie 3 mois | **BP 2020**<br>Régie année pleine |
|---|---|---|
| **Charges directes de Fonctionnement** | **4 412 181** | **5 663 559** |
| Personnel Service Environnement | 882 556 | 950 000 |
| Amortissements Matériel Environnement | 363 180 | 363 180 |
| Quote part des charges de l'EPCI | 678 950 | 837 209 |
| **Coût de la compétence** | **6 336 868** | **7 813 948** |
| Produits de la TEOM | 1 681 980 | 1 732 439 |
| **Contribution Recettes EPCI** | **4 654 888** | **6 081 509** |

Le détail du Budget primitif pour l'exercice 2019 se détaille de la façon suivante :

# SERVICE ENVIRONNEMENT - Section Fonctionnement - Préparation Budget **2019**

| Opérations | | | | 2019 Période | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Collecte et Pré collecte | Fleuve | Maripasoula | Prestataire | 01/01 au 30/9/2019 | 231 343 | 548 225 | 738 171 | Collecte et Pré collecte 2 260 016 (51%) |
| | | | Régie | 01/10 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Papaïchton | Prestataire | 01/01 au 30/9/2019 | 168 594 | | | |
| | | | Régie | 01/10 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Grand Santi | CCOG + Prest | 01/01 au 30/9/2019 | 125 788 | | | |
| | | | Régie | 01/10 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Transport routier et fleuve | | Maripasoula | 22 500 | | | |
| | | Transport Saul | | | | | | |
| | | Embauche Personnel avant mise en route | | | 189 946 | 189 946 | | |
| | Littoral | OM | Collecte OM - G2C | 01/01 au 31/12/2019 | 1 479 381 | 1 489 381 | 1 521 845 | |
| | | | Collecte ENC - ENEV | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | | | Collecte DV - MLS | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | | | Collecte ENC Apatou | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Bennes PAV | Location et enlèvement - ENEV | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Bennes Déchèterie | | 01/07 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Bacs | Gestion Bacs | | 10 000 | | | |
| | | Embauche Personnel avant mise en route | | | 32 463 | | | |
| Gardiennage | | | | 01/01 au 30/06/2019 | Déchèterie ST Laurent | | | Gardiennage 352 496 (8%) |
| | | | | 01/01 au 30/09/2019 | UTD Maripasoula | | | |
| | | | | 01/01 au 30/09/2019 | UTD Papaïchton | | | |
| | | | | 01/01 au 30/09/2019 | UTD Grand Santi | | | |
| Plan d'Urgence | Maripasoula Papaïchton Grand Santi | Centres de stockage ou de traitement des déchets | Maripasoula | 01/10 au 31/12/2019 | | | | Plan d'Urgence Traitement déchets 281 251 (6%) |
| | | | Papaïchton | 01/10 au 31/12/2019 | | | | |
| | | | Grand Santi | 01/10 au 31/12/2019 | | | | |
| ISDnD | de l'Ouest à St Laurent | | Poussée - Entretien | 01/01 au 31/12/2019 | | | | ISDnD 1 037 892 (24%) |
| | | | Compacteur PDM | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | | Déchèterie Centre de Stockage | Fonctionnement 1er Juillet 2019 | 01/07 au 31/12/2019 | | 898 192 | | |
| | | | Analyses d'eau NBC | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | l'Papaïchton Laka | | Poussée - Entretien | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | Maripasoula | | Poussée - Entretien | 01/01 au 31/12/2019 | | 93 600 | | |
| | Grand Santi | | Poussée - Entretien | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | Apatou | | Analyses réhabilitation | 01/01 au 31/12/2019 | | 12 400 | | |
| | Tous sites | | Désinsectisation | 01/01 au 31/12/2019 | | 33 700 | | |
| Matériels collecte et Plan d'urgence | Locations immobilières | | Hangar 1 | 01/01 au 31/12/2019 | | 20 400 | | Locations - Assurances 20 400 (0%) |
| | | | Hangar 2 | 01/01 au 31/12/2019 | | | | |
| | Matériels | | Assurances | 01/01 au 31/12/2019 | | - | | |
| | | | Amortissements | 01/01 au 31/12/2019 | | - | | |
| Embauche Personnel Régie avant démarrage | | | | | | | | |
| Gestion Administrative et Personnel Régie (quote part direction) | | | | | | | Régie Siège | 140 702 (3%) |
| Carburant - Fournitures petits équipements - Entretien - Travaux en Régie | | | | | | | Fournitures | 114 676 (3%) |
| Communication | | | | | | | Communication | 40 000 (1%) |
| Caution ICPE - ISDnD Ouest à St Laurent | | | | | | | | |
| TGAP | | | | | | | Taxes | 164 750 (4%) |
| Taxes Exploitation ICPE | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | | | | | **4 412 181** (100%) |

**Les dépenses d'investissements envisagées en 2019**

**Comme précisé en préambule, le programme des opérations du Service Environnement reste identique au projet 2018.**

Les opérations liées à la première phase des travaux d'extension et de mise aux normes de l'ISDnD de l'Ouest à St Laurent devraient s'achever dans le courant de l'exercice 2019 avec l'optimisation de la station de traitement des lixiviats, la fin des terrassements, le réseau pluvial ainsi que les clôtures.

Les RAR 2018 comprennent l'ensemble des études nécessaires au DDAE pour l'extension à 15 ans.

Il en est de même pour le quai de transfert d'Apatou pour la partie terrassement et gros œuvre ; les 2 lots relatifs aux couvertures et conteneurs aménagés devant être relancés pour infructuosité lors de la consultation initiale.

Devant les problèmes rencontrés avec l'entreprise G2C pour la mise à disposition de camions de collecte neufs, conformément au marché, un projet d'acquisition de 4 camions de collecte 26 T par la collectivité est à l'étude.

Les quatre déchèteries devront être équipées en matériels d'entretien, outillage ainsi que matériel de stockage des produits du tri.

Les études en cours pour les Eco Carbets en pays amérindien doivent permettre d'envisager des projets concrets en fin d'exercice.

Enfin, parallèlement à la mise aux normes de l'ISDnD de l'Ouest à St Laurent et la mise en route des UTD du Fleuve, une réactualisation des réhabilitations de ces décharges doit être envisagée avec les premiers projets de travaux de réhabilitation et d'aménagement notamment en aires de valorisation sur l'ISDnD de l'Ouest à St Laurent.

| OPERATIONS SERVICE ENVIRONNEMENT - BP 2019 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Commune** | **Implantation territoriale** | **Service Instructeur CCOG** | **N° d'opération** | **Libelle opération** | **Programmation prévisionnelle** | **CP 2019** | **RAR 2018** | **Total CP 2019** |
| APATOU | APATOU | SENV | 3010 | Travaux Quai de Transfert | 1 055 000 | 260 000 | 759 853,50 | 1 019 854 |
| CCOG | CCOG | SENV | 1610 | Equipements déchèteries MPA/GST/PAP | 250 000 | 250 000 | | 250 000 |
| CCOG | CCOG | SENV | 1609 | Equipement Déchèterie ISDnD Ouest | 80 000 | 80 000 | | 80 000 |
| CCOG | Saint Laurent | SENV | 8004 | Travaux extension ISDnD Ouest | 9 035 490 | 800 000 | 1 093 275,54 | 1 893 276 |
| CCOG | CCOG | SENV | | Equipements bacs poubelle | 125 000 | | 12 248,00 | 12 248 |
| CCOG | CCOG | SENV | | Acquisition Camions de Collecte OM | 1 400 000 | 1 400 000 | | 1 400 000 |
| GRAND SANTI | GRAND SANTI | SENV | 2910 | Création ISDnD Grand Santi | 4 327 130 | | 232 102,28 | 232 102 |
| MARIPASOULA | MARIPASOULA | SENV | 3011 | Création ISDnD Maripasoula | 5 402 015 | | 131 396,00 | 131 396 |
| MARIPASOULA | MARIPASOULA | SENV | 1803 | Travaux stockage sites isolés (Eco Carbets) | 1 000 000 | 150 000 | | 150 000 |
| SAUL | SAUL | SENV | 1802 | Création ISDnD Saul | 650 000 | 80 000 | | 80 000 |
| CCOG | CCOG | SENV | | Etude Ecarts du territoire | 50 000 | 50 000 | | 50 000 |
| SAINT LAURENT | Saint Laurent | SENV | | Réhabilitation ISDnD Ouest à St laurent | 2 000 000 | 300 000 | | 300 000 |
| MARIPASOULA | MARIPASOULA | SENV | | Réhabilitation Maripasoula | 789 750 | 80 000 | | 80 000 |
| SAINT LAURENT | Saint Laurent | SENV | | Plateformes de Valorisation | 1 850 000 | 250 000 | | 250 000 |
| GRAND SANTI | GRAND SANTI | SENV | | Réhabilitation Grand Santi | 606 800 | 50 000 | | 50 000 |
| SAUL | SAUL | SENV | | Réhabilitation Saul | 400 000 | 30 000 | | 30 000 |
| PAPAICHTON | PAPAICHTON | SENV | | Réhabilitation Papaïchton | 553 500 | 50 000 | | 50 000 |
| | | | | **TOTAUX** | **29 574 685** | **3 830 000** | **2 228 875** | **6 058 875** |

En définitive, pour la **compétence collecte et traitement des déchets, quinze (15) opérations pour un montant de 30 millions euros** (qui sont des investissements réglementaires – par définition obligatoires) sont recensées, programmées. Cette estimation dénote un **besoin de financement de 15 millions d'euros** – en tenant compte des **ressources externes** - des **subventions acquises en février 2019 pour 9,9 millions (34%),** du **F.C.T.V.A pour 4,7 millions (16%)** - qu'il importe de couvrir par des **ressources propres** (cf. le tableau suivant**) :**

- **Un autofinancement de la CCOG de 5,9 millions, (20%).**
- **Un emprunt bancaire de 9,1 millions (30%) à envisager par la CCOG.**

| LES OPERATIONS ET EQUIPEMENTS RELEVANT DE LA COMPETENCE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS : besoin de financement | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Part ADEME | | FEDER | | Contrat territorial | | FCTVA | 16% | | |
| **Quai de Transfert Apatou** | **1 055 000** | 469 357,00 | 44% | 281 614,20 | 27% | | | 168 800 | | | |
| **Réhabilitations** | **4 350 050** | | | | | | | | | | |
| ISDnD Ouest à St Laurent | 2 000 000 | | | | | | | 320 000 | | | |
| Grand Santi | 606 800 | 306 000,00 | 50% | | | | | 97 088 | | | |
| Saul | 400 000 | | | | | | | 64 000 | | | |
| Papaïchton | 553 500 | 259 250,00 | 47% | | | | | 88 560 | | | |
| Maripasoula | 789 750 | 344 875,00 | 44% | | | | | 126 360 | | | |
| **ISDnD** | **20 414 635** | | | | | | | | | | |
| Études Extension 15 ans | 400 490 | | | | | | | 64 078 | | | |
| Ouest à St Laurent - Aménagements actuels | 400 000 | | | | | | | 64 000 | | | |
| Ouest à St Laurent - Extension et Mise aux normes | 8 235 000 | 2 445 000,00 | 30% | 1 467 000,00 | 18% | | | 1 317 600 | | | |
| Grand Santi | 4 327 130 | 391 704,00 | 9% | | | | | 692 341 | | | |
| Maripasoula | 5 402 015 | 4 115 612,00 | 76% | | | | | 864 322 | | | |
| Saul | 650 000 | | | | | | | 104 000 | | | |
| Sites Isolés | 1 000 000 | | | | | | | 160 000 | | | |
| **Autres Investissements** | **3 755 000** | | | | | | | | | | |
| Plateformes Valor - ISDnD Ouest | 1 850 000 | | | | | | | 296 000 | | | |
| Études -Écarts du Territoire | 50 000 | | | | | | | 8 000 | | | |
| Matériels Déchèteries | 330 000 | | | | | 115 000,00 | 35% | 52 800 | | | |
| Bacs Poubelle | 125 000 | | | | | | | 20 000 | | | |
| Camions de Collecte | 1 400 000 | | | | | | | 224 000 | | | |

| Subventions acquises | | Part ADEME | | FEDER | | Contrat territorial | | FCTVA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Subventions à confirmer | **29 574 685** | 8 331 798,00 | 28,2 % | 1 467 000,00 | 5,0% | 115 000,00 | 0,4% | 4 731 950 |

| **Récapitulatif** | **Subventions** | **CCOG Autofinancement** | **FCTVA** | **Financements à rechercher : emprunts bancaires…** |
|---|---|---|---|---|
| | **9 913 798,33 €** | **5 914 937 €** | **4 731 950 €** | **9 014 000 €** |
| | **34%** | **20%** | **16%** | **30%** |

## D/ LA PRISE EN COMPTE DES OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE DECEMBRE 2018

Pour finir, l'année 2019 verra la **prise en compte des observations définitives et les recommandations de la Chambre Régionale** formulées en décembre 2018 en ayant, notamment, comme objectif l'atteinte de la **qualité comptable** via la **maîtrise des risques comptables et financiers ;** et la **certification des comptes.** La maîtrise des risques comptables et financiers va ainsi être mise en place au sein de la CCOG pour atteindre cette qualité comptable. Celle-ci passe par la **sécurisation des procédures financières et comptables.** Elle s'appuiera sur la procédure de contrôle interne comptable et financier qui est le vecteur pour atteindre cette qualité comptable. A terme, **la certification des comptes de la C.C.O.G** est envisagée pour **garantir durablement cette qualité comptable** : la **conformité de ses états financiers**, dans tous ses aspects significatifs, à un ensemble donné de règles comptables au premier rang desquelles figurent **la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes sera établie.** En conséquence, la CCOG disposera de l'avis d'un expert extérieur et indépendant, sur la conformité et la régularité de ses comptes au regard des normes et des textes en vigueur.

## III/ LE CAS DES BUDGETS ANNEXES DE LA C.C.O.G

Il convient d'envisager des ressources prévisionnelles de 1 800 000 € au titre des dotation et de subvention provenant du budget principal de la CCOG pour les budgets annexes :

- **Le PAOG pour 1 300 000 €**
- **L'Office de Tourisme Intercommunal pour 500 000 €.**

### A/ LE PORT DE L'OUEST

**SECTION D'EXPLOITATION : une section d'exploitation potentiellement équilibrée**

| DEPENSES D'EXPLOITATION – PORT DE L'OUEST | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART PREVISIONS 2019-2018 EXPLICATIONS** |
| 011 – Charges à caractère général | 439 900 € | 323 679,37 € | 345 000 € | - 94 000 € |
| 012 – Charges du personnel et droits assimilés. | 342 284 € | 341 736,85 € | 450 000 € | + 100 000 € |
| 65 – autres charges de gestion courante | 10 000 € | 1 172 € | 50 000 € | + 40 000 € |
| **Total des charges de gestion de services** | **792 184 €** | **666 588,22 €** | **845 000 €** | |
| 67 Charges exceptionnelles | 10 000 € | 10 096,14 € | 0 € | |
| 022- dépenses imprévues | 6413 € | 0 € | 0 € | - |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | **808 598 €** | **676 684,36 €** | **845 000 €** | **+ 36 000 €** |

| RECETTES D'EXPLOITATION – PORT DE L'OUEST | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 70- vente de produits fabriqués | 365 385 € | 311 153,07 € | 270 000 € | |
| 74 – Subvention d'exploitation | 495 340 € | 495 340 € | 495 340 € | |
| 75 – Loyers | 0 € | 0€ | 9 660 € | A vérifier légalement |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | **860 725 €** | **806 493,07 €** | **845 000 €** | - 15 000 € |

**SECTION D'INVESTISSEMENT :**

**Un besoin de financement de 1 500 000 € à couvrir par du FCTVA et de l'autofinancement par la D.G.D et le résultat d'exploitation de 2018.**

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT – PORT DE L'OUEST | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 20 – immobilisations incorporelles | 404 232 € | 31 314,29 € | | |
| 21-immobilisations corporelles | 370 615 € | 0 € | 90 000 € | Acquisition de chariot |
| 23 – immobilisations en cours | 1 381 307 € | 360 941,39 € | | Travaux de franchissement du Maroni = 2,4 millions € Dragage du Maroni = + 1 million €. |
| **Total des dépenses d'équipement** | **2 036 307 €** | | **4 255 000 €** | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 27 – Autres immobilisations financières | 10 700 € | 0 € | | |
| 020 – dépenses imprévues | 47 302 € | | | |
| **Total des dépenses financières** | **58 002 €** | | | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | **2 370 744 €** | **392 255,68 €** | **4 345 000 €** | **+ 2 M €** |

| **RECETTES D'INVESTISSEMENT – PORT DE L'OUEST** | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 13 – subvention d'investissement | 345 121 € | 81 810,70 € | 2 844 000 € | |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | **345 121 €** | | 2 844 000 € | |
| 040 … | 30 102 € | **30 101,95 €** | ---- | |
| **Total des recettes d'ordre d'investissement** | **2 021 444 €** | 0 € | --- | |
| **TOTAL** | **2 370 744 €** | **111 912,65 €** | **2 844 000 €** | |

**NB – Un besoin de financement de 1 500 000 € pour la section d'investissement**

## B/ LE POLE AGRO-ALIMENTAIRE DE L'OUEST -PAOG

### SECTION D'EXPLOITATION :

**Une section d'exploitation restant à équilibrer avec une subvention d'équilibre du principal.**

| DEPENSES D'EXPLOITATION – POLE AGRO-ALIMENTAIRE O.G | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART PREVIS° 2019-2018 /EXPLICATIONS** |
| 011 – Charges à caractère général | 204 408 € | 171 987,08 € | 316 727 € | + 112 000 € |
| 012 - | 364 652 € | 423 705,45 € | 400 000 € | + 35 348 € |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | **569 060 €** | **595 692,53 €** | **716 727 €** | **+ 147 667 €** |

| RECETTES D'EXPLOITATION – PAOG | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 70 – Vente de produits fabriqués et prestations de services. | 82 234 € | 77 808,32 € | 123 310 € | + 50 000 € |
| 74 | 407 050 € | 0 €, **??** | 224 025 € | Leader = 161 049 € + CCOG = |
| 77 – produits exceptionnels | 79 776 € | 150 000 € | 0€ | |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | **584 420 €** | **227 812,91 €** | **347 335 €** | |

**NB : Un déficit prévisionnel – à titre indicatif - de 360 000 € à couvrir par une subvention du budget principal.**

## SECTION D'INVESTISSEMENT :

**Un besoin de financement de plus de 800 000 € à couvrir par des recettes provenant du budget principal**

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT - PAOG | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 20 – immobilisations incorporelles | 0 € | 720 € | | |
| 21 – Immobilisations corporelles | 495 442 € | 37 938,03 € | 468 463 € | |
| 23… | 0 € | | 400 000 € | Projet d'extension de l'abattoir. |
| 020 – dépenses imprévues | 12 449 € | 0€ | | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | **507 891 €** | **38 658,03 €** | **868 463 €** | **+ 360 000 €** |

| RECETTES D'INVESTISSEMENT - PAOG | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL VOTE DE 2018** | **REALISE 2018 – PROVISOIRE**** | **PROPOSE 2019** | **ECART/EXPLICATIONS** |
| 13 …Subventions | 495 442 € | 150 000 € | **0 €** | |
| 16 …Emprunts | | | | |
| | | | | |
| 10… | | | | |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | **495 442 €** | **150 000 €** | **0 €** | **+ 495 447 €** |

**NB. Besoin de financement des dépenses d'investissement - à titre indicatif en 2019 - de 868 463 € à couvrir par des recettes venant principalement du budget principal.**

## C / L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL OUEST GUYANE – OTI-OG

### SECTION D'EXPLOITATION :

**Une dotation initiale provisoire de 500 000 € provenant du budget principal pour équilibrer le budget 2019**

| DEPENSES D'EXPLOITATION OTI -O. G | |
|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL DE 2019** |
| 011 – Charges à caractère général | 126 339 € |
| 012 – Charges du personnel et frais assimilés | 257 355 € |
| 023 – virement à la section d'investissement | 120 000 € |
| **Total des dépenses d'exploitation** | **503 694 €** |

| RECETTES D'EXPLOITATION O.T.I -O. G | |
|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL DE 2019** |
| 70 – Vente de produits fabriqués et prestations de services. | 33 461 € |
| 74 – Subvention d'exploitation | 470 233 € |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | **503 694 €** |

**NB. Une dotation initiale de la CCOG estimée à titre provisoire à 500 000 € pour l'Office de Tourisme Intercommunal.**

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT – O.T.I – O. G | |
|---|---|
| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL DE 2019** |
| 20 – immobilisations incorporelles | 20 000 € |
| 21 – Immobilisations corporelles | 100 000 € |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | **120 000 €** |

| **CHAPITRES** | **MONTANT PREVISIONNEL DE 2019** |
|---|---|
| 021 – virement de la section d'exploitation | 120 000 € |
| **Total des recettes d'investissement** | **120 000 €** |

## D / L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES –

**Pour la section de fonctionnement** : il convient de noter que ce budget est productif de revenus (loyers) à hauteur de 500 000 €.

**Pour la section d'investissement** : une section d'investissement qui ne supporte pas de nouveaux investissements, mais plutôt des investissements d'amélioration du patrimoine existant.

Il est à signaler **l'existence d'une recette de plus de 1 million € résultant du produit de la cession** partielle du bâtiment commercial de la ZAE de Saint-Jean à Super U.

15 MARS 2019